



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Près de Rouen. Fibre Excellence échappe à la liquidation judiciaire, un espoir pour Chapelle Darblay (Ouest France)
- Fibre excellence placée en redressement judiciaire, quel avenir pour le site Chapelle Darblay ? (France 3)
- Applications étrangères : la DGSJ alerte sur des risques sous-estimés pour les entreprises (Normandinamik)
- Hôpitaux, écoles, déchetterie, tram, Ehpad ou logements sociaux : cette banque finance les grands projets normands (Ouest France)
- Le Petit-Quevilly : Biofair Nutrition soutenue par Réseau Entreprendre Seine et Eure (Gazette de France)
- Banque des territoires, cet acteur primordial mais discret de la vie publique (Paris Normandie)

Environnement

- Face aux changements climatiques, l'industrie lourde en phase de « verdissement » (Paris Normandie)
- Changement climatique en Normandie : ce à quoi il faut s'attendre et comment s'adapter (Paris Normandie)
- Télévision. Pourquoi l'usine de traitement des déchets de Brametot, menacée par la loi, passe-t-elle au 13 heures de TF1 ? (Courrier Cauchois)
- Face aux inondations et à la montée des eaux, un projet d'ampleur est mis en place à Quiberville (Paris Normandie)

Grève dans les prisons

- Les syndicats bloquent la prison de Rouen pour protester contre le manque de moyens (Paris Normandie)
- "On atteint une situation explosive" : les agents pénitentiaires se mobilisent face à la surpopulation carcérale (France 3)
- Manque d'effectifs, agressions, épuisement : ce qu'il faut savoir sur la mobilisation des personnels de la prison du Havre (Courrier Cauchois)
- Grève dans les prisons de l'Eure et de la Seine-Maritime : les agents pénitentiaires ne se sentent "plus en sécurité" (France Bleu)
- En Normandie, les agents pénitentiaires en lutte contre la surpopulation carcérale (Paris Normandie)
- Prison du Havre : colère des surveillants face au manque d'effectifs et à la surpopulation carcérale (Paris Normandie)

EPR2

- 32 maisons neuves construites dans cette ville près de Dieppe pour le grand chantier EPR2 (76 actu)

Éolien

- Le Havre : TotalEnergies va lancer un financement participatif pour Centre Manche 2, son projet de parc éolien en mer (France Bleu)

Social et société

- « On nous balade depuis des mois » : pourquoi la CGT annonce des blocages pour (au moins) un mois à Rouen ? (76 actu)
- À Rouen, des locataires d'une résidence exaspérés par de la prostitution dans un Airbnb : "On se sent démunis" (76 actu)
- Écoles, hôpitaux, logements sociaux : comment votre Livret A finance les projets publics en Seine-Maritime ? (76 actu)
- Ce centre des Restos du cœur en Seine-Maritime bientôt à la rue ? « Nous sommes très inquiets » (Paris Normandie)
- 40 ans de Tchernobyl : les antinucléaires dieppois identifient les « zones d'exclusion » autour des centrales (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Gruchet-le-Valasse. Après des années d'attente, le projet Omyacolor franchit une étape majeure (Courrier Cauchois)
- Avant le vote du budget à Eu : Des finances « sur le fil du rasoir » et un débat sous haute tension (76 actu)
- Face au changement climatique, la Ville de Rouen multiplie les îlots de fraîcheur y compris à l'école (Paris Normandie)
- Près de Rouen, le chantier de cette mairie suspendu après la découverte de nouveaux dégâts (Paris Normandie)

Sécurité

- Téléphone au volant. Suspension immédiate du permis dans certains départements : la Seine-Maritime est-elle concernée ? (Courrier Cauchois)

Agriculture

- Solidarité paysans 76. "84% des aidés ont moins que le SMIC pour vivre" (Courrier Cauchois)
- "La parano ne partira pas avant longtemps" : ces agriculteurs victimes d'une série d'incendies criminels peinent à tourner la page (France 3)
- Changement climatique : en Normandie, « l'agriculture s'adapte au fur et à mesure » (Paris Normandie)
- Vaches Normande : bientôt le point sur le cheptel (Paris Normandie)

Patrimoine

- Le château d'Eu labellisé « Patrimoine de la diplomatie » (Gazette de Normandie)
- Le Château d'Eu labellisé « Patrimoine de la diplomatie » ! (Normandinamik)
- « Un attachement familial à ce patrimoine » : en Normandie, les clos-masures font l'objet d'une attention particulière (OuestFrance)

Politique

- Aumale/Blangy : Xavier Duval est le nouveau président de la communauté de communes : « Rigueur et écoute » (Paris Normandie)

Santé

- Soixante lits, une agora, un accueil de jour: des travaux pour moderniser le site de l'hôpital gériatrique de Darnétal (France Bleu)

Éducation

- Fronde des parents d'élèves contre la fermeture projetée d'une classe à Houppeville près de Rouen (Paris Normandie)

Tourisme

- Le Havre. Le nouveau pôle croisière est entré en service (Ouest France)

Acteurs publics

- Logement des agents – Ressources humaines – ARS
- Acheteur public : un métier en quête de professionnalisation comme de reconnaissance
- Avec la multiplication des objectifs assignés à la commande publique, les acteurs peinent à suivre

Près de Rouen. Fibre Excellence échappe à la liquidation judiciaire, un espoir pour Chapelle Darblay

Pierre Durand-Gratian

2-3 minutes

[La société Fibre Excellence](#), propriétaire des deux dernières usines de pâte à papier de France, a été placée lundi 27 avril en redressement judiciaire par le Tribunal de commerce de Toulouse, rapportent plusieurs médias [dont Le Monde](#). Une période d'observation de six mois a été laissée pour trouver un repreneur pour les deux sites de Tarascon (Bouche-du-Rhône) et Saint-Gaudens (Haute-Garonne) qui emploient 670 salariés.

- **A lire aussi.** [Près de Rouen. Vers la liquidation judiciaire de Fibre Excellence ? La reprise de la papeterie Chapelle Darblay à nouveau menacée](#)

Fibre Excellence est aussi l'entreprise qui s'est engagée avec Veolia pour [le redémarrage du site de Chapelle Darblay à Grand-Couronne](#), fermé depuis 2019, et dont la reprise est désormais très incertaine. L'industriel canadien a connu plus de 30 millions d'euros de perte en 2025 et s'est déclaré en cessation de paiements, mercredi 15 avril. Le lendemain, son actionnaire indonésien, Jackson Wijay, a fait savoir qu'il ne souhaitait plus investir dans Fibre Excellence, malgré des efforts consentis par l'Etat pour soutenir la filière.

Un répit pour trouver un repreneur

La décision d'un redressement et non d'une liquidation laisse malgré tout un espoir. *"C'est toujours une bonne nouvelle, tant qu'il y a une possibilité de reprise*, lâche Cyril Briffaut, de la CGT Chapelle Darblay, engagé depuis toujours pour le sauvetage du site. *Il faut d'abord trouver un plan de secours pour Saint-Gaudens et pour Tarascon et ensuite pour Chapelle Darblay"*, insiste-t-il, bien conscient que de nombreuses incertitudes pèsent sur le projet.

Les offres de reprise potentielles doivent être étudiées le 17 juin.

"Rien n'est encore gagné, mais tout est encore possible, a assuré sur les réseaux Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, qui suit de près le dossier. *La Région est prête à rentrer au capital, à contribuer à la garantie des prêts, à solliciter des industriels, pour consolider la situation financière dès à présent.*" Elle appelle l'Etat à prendre toute sa part dans ce combat.

Fibre excellence placée en redressement judiciaire, quel avenir pour le site Chapelle Darblay ?

Manon Loubet

4-5 minutes

Le tribunal de commerce de Toulouse a statué sur l'avenir de Fibre excellence, le producteur de pâte à papier marchande, implanté à Tarascon et à Saint-Gaudens, mais aussi engagé dans la reprise du site Chapelle Darblay, près de Rouen, fermé depuis 2019. L'entreprise est placée en redressement judiciaire et bénéficie de six mois pour trouver un repreneur.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

La papeterie Chapelle Darblay de Grand-Couronne (Seine-Maritime) va-t-elle rouvrir un jour ? Face aux difficultés de son repreneur, Fibre Excellence, l'inquiétude monte.

Selon nos collègues de [France 3 Occitanie](#), le tribunal de commerce de Toulouse a statué sur l'avenir de l'usine de pâte à papier de Saint-Gaudens en Haute-Garonne, ce lundi 27 avril 2026. Fibre excellence est placée en redressement judiciaire et bénéficie de six mois de sursis pour trouver un repreneur.

Ses difficultés proviennent principalement d'une hausse du coût de la matière première, le bois, décorrélée du marché de la pâte à papier. L'entreprise emploie 270 salariés à Saint-Gaudens et a réalisé un chiffre d'affaires de 3 937 134 euros lors de son exercice clos au 31 décembre dernier, précise le tribunal.

L'entreprise a été déclarée en état de cessation de paiement mi-avril, alors que la procédure de conciliation a pris fin : *"La société ne pouvait plus faire face à son passif exigible avec son actif disponible"*, mentionne la décision du tribunal.

Alors quid de la reprise de la papeterie de Chapelle Darblay à Grand-Couronne ? En mars 2026, le groupe papetier avait confirmé rester engagé dans le projet de reprise du site fermé depuis 2019 par le groupe finlandais UPM.

Pour rappel, la reconversion de la papeterie est le projet des deux repreneurs, Veolia et Fibre Excellence (production française de pâte à papier). Le rachat a été signé en 2022. En juin 2025, [**L'État s'était aussi engagé**](#) à hauteur de 27 millions d'euros.

Face à la situation, Cyril Briffaut, le délégué syndical CGT de l'usine n'est pas du tout défaitiste : *"on a connu bien pire parce qu'il y a six ans le projet c'était de raser le site alors que là, ils ont réussi à le maintenir, il est entretenu"*.

VIDÉO. La réaction de Cyril Briffaut, le délégué syndical CGT de Chapelle Darblay :

durée de la vidéo : 00h00mn39s



La réaction de Cyril Briffaut, le délégué syndical CGT de Chapelle Darblay. • ©Adrien Develay/FTV

Il assure garder espoir : *"S'il y a un espoir pour les sites de Tarascon et Saint-Gaudens, alors par ricochet il y a un espoir pour la Chapelle"*.

Il rappelle également que le projet de développement n'appartient pas à Fibre Excellence. *"Fibre est l'exploitant qui devait racheter à Véolia, donc pour l'instant Veolia est toujours propriétaire."*

De son côté, la Métropole Rouen Normandie, qui soutient la reprise du site de Grand-Couronne depuis juillet 2020, demande la mise en place d'une table-ronde. *"On s'est battu, on a fait notre partie du boulot, maintenant soit l'État fait en sorte de sauver les usines du sud pour mêler celle dans le nord, soit on a échoué avec le sud et Nord en pâti"*, souffle Abdelkrim Marchani, vice-président de la Métropole Rouen Normandie.

L'élu voudrait qu'une table-ronde entre tous les acteurs soit organisée par l'État pour trouver une solution rapide : *"l'Etat doit se saisir pleinement à hauteur de l'enjeu. Localement, on a fait tout ce qui était en autre pouvoir"*.

Applications étrangères : la DGSi alerte sur des risques sous-estimés pour les entreprises

Jacques-Olivier Gasly

3-4 minutes

Dans son dernier numéro « flash », la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) met en garde les entreprises françaises contre les risques liés à l'utilisation d'applications et de solutions numériques étrangères dans l'environnement professionnel. Un avertissement qui s'adresse aussi bien aux PME qu'aux grands groupes, alors que ces outils sont devenus incontournables dans l'activité quotidienne.

Messageries instantanées, visioconférences, stockage de données en ligne, logiciels de gestion, outils d'intelligence artificielle... Les entreprises, instituts de recherche et administrations publiques ont aujourd'hui largement recours à des solutions développées hors de France, voire hors de l'Union européenne. Dans un contexte de mondialisation des échanges, ces outils sont parfois imposés par des partenaires ou des clients étrangers, notamment dans le cadre d'activités à l'export.

La DGSi souligne toutefois que ces solutions peuvent constituer de **véritables vulnérabilités**, souvent sous-estimées par leurs utilisateurs. Au-delà des risques cyber, elles peuvent entraîner des enjeux juridiques, de confidentialité, de dépendance technologique ou encore d'interruption de service. Lorsqu'elles donnent accès à des informations sensibles ou stratégiques, leur usage non maîtrisé devient un **enjeu majeur de sécurité économique**.

Le « flash » illustre ces menaces à travers plusieurs cas concrets. Dans l'un d'eux, un sous-traitant français impliqué dans un projet international stratégique utilise une solution étrangère unique pour l'ensemble de ses échanges professionnels. « Les données qui transitent par l'outil sont stockées sur des serveurs pouvant être consultés depuis l'étranger par le fournisseur et les autorités de son pays d'implantation. Ainsi, la société française est soumise au droit de ce pays, même si elle n'y a aucune activité », détaille la DGSi.

Autre situation évoquée : l'installation d'un logiciel étranger rendu obligatoire pour exporter des produits vers un marché jugé prometteur. Si l'outil facilite les démarches administratives, il dissimule une seconde application, capable de surveiller l'activité du réseau interne de l'entreprise et d'exploiter des vulnérabilités informatiques.

La DGSi alerte également sur les risques encourus lors de déplacements

professionnels à l'étranger. Des salariés peuvent être contraints d'installer des applications locales, présentées comme indispensables à la communication ou au paiement. Très intrusives, elles peuvent accéder à l'ensemble des données contenues sur des téléphones professionnels, exposant l'entreprise à des **fuites d'informations sensibles**.

Sans prôner l'interdiction, les services de l'État appellent à la **vigilance et à la sensibilisation des utilisateurs**. Lorsque des alternatives équivalentes existent, le recours à des solutions nationales ou européennes permet de réduire une partie de ces risques. Une démarche de prévention qui invite les entreprises à intégrer la sécurité numérique et juridique comme un **levier stratégique à part entière**.

Hôpitaux, écoles, déchetterie, tram, Ehpad ou logements sociaux : cette banque finance les grands projets normands

Élodie Dardenne

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

La Banque des territoires est la banque des collectivités en Normandie. Elle finance quelques-uns des plus grands projets des territoires dans la santé, la mobilité, l'éducation ou la gestion des déchets et réseaux. C'est aussi le premier financeur du logement social. On fait le point sur le bilan de l'activité 2025 et les ambitions 2026 de la Banque des territoires Normandie.



La Banque des territoires Normandie participe au financement (via un prêt de 105 millions d'euros) de la construction des nouveaux bâtiments du CHU de Caen. | CHARLES BURY, OUEST-FRANCE

Publié le 28/04/2026 à 07h45

La Banque des territoires est le premier financeur du logement social en France. C'est aussi la banque qui accompagne les collectivités pour le financement de [leurs grands projets](#). Ouest-France fait le point avec Yannick Schimpf, directeur régional par intérim de la [Banque des territoires Normandie](#).

Pouvez-vous nous rappeler le rôle de la Banque des territoires ?

La Banque des territoires est l'une des directions de la Caisse des dépôts et consignations. Elle finance sur du long terme les projets des collectivités et ceux des bailleurs sociaux pour la création ou la réhabilitation de logements sociaux. Nos prêts peuvent aller jusqu'à

80 ans. Nous sommes une banque d'intérêt général. Notre mission, notre ambition est de financer, sous forme de prêt ou d'investissements, des projets territoriaux.

Yannick Schimpf, directeur régional par intérim de la Banque des territoires Normandie. | MARC CHAZELLE - PHOTOGRAPHE IND

Notre métier historique, c'est le financement du logement social. En 2025, nous avons financé 3 858 nouveaux logements (+ 67 % par rapport à 2024) et rénové 5 958 logements (+ 45 %). Cela représente 483,5 millions d'euros de prêts signés pour construire ou acquérir des logements. Et 177,3 millions d'euros de prêts signés pour rénover des logements. C'est grâce aux épargnants et leur Livret A que nous pouvons financer le logement social dans les départements normands.

Lire aussi : [Au CHU de Caen, une partie de la restauration sera confiée à un prestataire breton dès la fin du mois d'avril](#)

Votre activité globale est en forte hausse en 2025 ?

C'est une année record. Notre montant global de prêts aux collectivités et aux bailleurs sociaux est en hausse de près de 70 %, soit 1,3 milliard d'euros.

Quels sont les grands projets financés par la Banque des territoires en Normandie ?

Nous prêtons à toutes les collectivités, de la petite commune qui a besoin d'un prêt pour refaire son réseau d'eau (par exemple Avenay, dans le Calvados, pour un prêt de 60 000 €) à une métropole qui veut étendre son tramway (Le Havre pour 140 millions d'euros sur 40 ans).

Parmi nos autres gros projets en 2025 : la construction des nouveaux bâtiments du CHU de Caen (prêt de 105 millions d'euros sur 25 ans) ; construction d'une nouvelle déchetterie au sud-est de Bayeux (3,8 millions d'euros) ; rénovation énergétique de collèges dans la Manche (14 millions d'euros) ou à Rouen (130 millions d'euros) ; construction du groupe scolaire de Valognes (5,38 millions d'euros) ; [restructuration du centre hospitalier de Villedieu-les-Poêles](#) (5,5 millions d'euros) ; entretien du réseau d'eau potable et d'assainissement du Havre (30 millions d'euros sur 30 ans), etc.

Le Petit-Quevilly : Biofair Nutrition soutenue par Réseau Entreprendre Seine et Eure

J.M

4-6 minutes

En bref

L'entreprise Biofair Nutrition rejoint la promotion 2026 des lauréats Croissance du Réseau Entreprendre Normandie Seine & Eure. Cette distinction met en lumière un segment en expansion, celui de la nutrition fonctionnelle, au croisement de l'agroalimentaire et de la transition vers des produits à plus forte valeur ajoutée.



Biofair Nutrition rejoint la promotion 2026 des lauréats Croissance, un dispositif d'accompagnement destiné à accélérer le développement des PME innovantes du secteur agroalimentaire © Réseau Entreprendre.

Publié le 28 avril 2026 - Mis à jour le 28 avril 2026

Implantée au Petit-Quevilly, Biofair Nutrition conçoit, produit et

commercialise des protéines et snacks fonctionnels issus de l'agriculture biologique. Fondée par Florian Gastebois et Gabriel Journaux, l'entreprise intègre le dispositif d'accompagnement à la croissance du Réseau Entreprendre, avec un suivi stratégique assuré pendant deux ans par des dirigeants expérimentés issus de l'industrie et de l'ingénierie industrielle. Ce programme vise à sécuriser les phases de développement, souvent critiques pour les PME en phase d'industrialisation et de structuration commerciale.

Montée en gamme, innovation et dynamique d'emplois dans les territoires

Au-delà de l'accompagnement entrepreneurial, le positionnement de Biofair Nutrition s'inscrit dans une transformation structurelle du secteur agroalimentaire, marqué par une demande en hausse pour des produits plus sains, traçables et enrichis sur le plan nutritionnel. Cette évolution impose aux entreprises un effort accru en recherche et développement, en capacités industrielles et en montée en gamme, dans un contexte de pression persistante sur les coûts des matières premières et d'intensification de la concurrence. L'ancrage en Normandie contribue par ailleurs à renforcer un tissu agroalimentaire régional déjà structuré, tout en soutenant sa diversification vers des segments à plus forte valeur ajoutée. À court terme, ce type de dispositif facilite l'accès aux marchés et la structuration interne des entreprises ; à moyen terme, il peut favoriser la création d'emplois et stimuler l'investissement productif, avec des effets induits sur l'attractivité économique des zones périurbaines, souvent en quête de nouveaux moteurs de croissance et de consolidation industrielle.

La montée des produits fonctionnels redéfinit la compétitivité industrielle

À l'échelle nationale, la montée en puissance de la nutrition fonctionnelle illustre surtout une recomposition des chaînes de valeur agroalimentaires vers des produits différenciés à plus forte valeur ajoutée, dans un contexte où la compétitivité ne repose plus uniquement sur les volumes mais sur l'innovation, le positionnement marketing et la capacité à répondre à des exigences sanitaires et environnementales renforcées. Cette évolution rebat les cartes entre industriels historiques et PME innovantes, ces dernières cherchant à se structurer plus rapidement pour accéder à la grande distribution et aux circuits spécialisés. Les dispositifs d'accompagnement entrepreneurial jouent alors un rôle d'accélérateur économique, en facilitant la levée de fonds, la professionnalisation de la gouvernance et l'accès aux réseaux commerciaux. Dans le même temps, cette dynamique contribue à renforcer la souveraineté industrielle sur certains segments alimentaires, tout en soutenant l'émergence de pôles régionaux capables de capter une partie de la croissance liée aux nouvelles habitudes de consommation.

Banque des territoires, cet acteur primordial mais discret de la vie publique

Philippe Dufresne

8-10 minutes

La Banque des Territoires ne vit pas enfermée dans une tour d'ivoire. Elle est un acteur stratégique du financement des territoires, indépendant et caution morale de nombreux projets structurants.



Quand un épargnant sort de sa banque, il l'ignore mais son épargne permet indirectement à la Banque des Territoires de faire vivre le territoire, par exemple en favorisant l'entretien de la voirie. (Illustration) - Paris Normandie



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 28 Avril 2026 à 09h12 Temps de lecture: 3 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. La Banque des Territoires finance des projets publics en Normandie avec 1,3 milliard € en 2025. 2. Elle soutient logements sociaux, écoles, hôpitaux, et infrastructures de transport et énergie. 3. Elle joue un rôle crucial en période d'instabilité économique, garantissant des projets sérieux. 4. Des investissements notables incluent le « Plan ambition collèges » et modernisation d'hôpitaux.

Année record. » C'est en ces termes que la Banque régionale des Territoires de Normandie qualifie l'exercice 2025. Cette marque, liée à la Caisse des dépôts et consignations a prêté, en Normandie, 1,3 milliard d'euros au secteur public et aux bailleurs sociaux normands. Son directeur Yannick Schimpf lève le voile sur cet acteur méconnu du territoire.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pas une banque de particuliers

Même si elle en porte le nom, [la Banque des Territoires](#) n'est pas une banque de particuliers. « *C'est une marque commerciale de la Caisse des dépôts* », explique Yannick Schimpf. Elle est en fait un « *gros prêteur financier des collectivités locales et un investisseur via des syndicats d'économie mixte (Sem)* ». Le principe de fonctionnement est que lorsque l'on verse 1 euro sur un compte d'épargne, 70 % sont transférés à la Caisse des Dépôts. Bien entendu, ils ne sont pas captés et appartiennent à l'épargnant, mais cette somme ne reste pas stérile.

« *Grâce aux sommes déposées par les épargnants sur leur Livret A, LDDS [livret de développement durable et solidaire, NDLR] ou leur LEP [Livre d'épargne populaire], la Banque des Territoires Normandie finance des [projets utiles et concrets sur l'ensemble du territoire régional](#) : transports, logements sociaux, écoles, [hôpitaux](#), [Ehpad](#), réseau d'eau, énergie...* », résume la Banque des Territoires. Par ce système, la Banque des Territoires peut garantir la dynamique d'investissement de pratiquement tous les acteurs du territoire. Son action, bien que totalement inconnue du grand public, est primordiale.





Yannick Schimpf : « « Nous intervenons pour le financement des réseaux d'assainissement, de la voirie, de la mobilité, des équipements scolaires et sportifs » - Marc CHAZELLE / Paris Normandie

Yannick Schimpf est conscient du déficit d'image. Il rappelle que l'établissement existe depuis 210 ans et qu'il est totalement indépendant, puisque n'étant que sous le contrôle du Parlement. Il endosse donc un rôle de garant moral en quelque sorte. Si la Banque des Territoires soutient financièrement un dossier, c'est qu'elle le cautionne et le juge sérieux. En période d'instabilité économique, c'est une clef précieuse apportant la sérénité nécessaire pour des projets à longs ou moyen terme.

La Banque des Territoires Normandie finance des projets utiles et concrets sur l'ensemble du territoire régional

Yannick Schimpf, Directeur régional Normandie de la Banque des Territoires

C'est le cas par exemple pour le logement social qui représente 660 millions d'euros dans l'enveloppe des prêts de 2025. En pleine crise pétrolière liée au conflit en Iran, la Banque des Territoires est un partenaire solide des collectivités, tout particulièrement dans le secteur du BTP. « *Nous intervenons pour le financement des réseaux d'assainissement, de la voirie, de la mobilité, des équipements scolaires et sportifs* », note le directeur régional. Précisant : « *Nous finançons tout le monde, pas que les gros dossiers.* »

Des exemples concrets

Afin d'illustrer au mieux le caractère très transversal de la Banque des Territoires, Yannick Schimpf s'attarde sur quelques cas concrets. L'éducation est un pilier central avec des investissements pour la rénovation et la construction de structures scolaires. La banque des Territoires a accordé, en Seine-Maritime, un prêt de 130 millions d'euros soutenant le « Plan ambition collèges » et la sobriété énergétique des bâtiments départementaux. Dans l'Eure, le programme « Edu Rénov » permet la création du campus éducatif de Saint-André-de-l'Eure (2,16 millions d'euros), tandis que les communes des Andelys et de La Saussaye bénéficient de financements pour la réhabilitation de leurs

écoles et pôles sociaux.

Moderniser l'hôpital

La modernisation des infrastructures de santé et du grand âge est également prise en compte. Yannick Schimpf cite le Centre Hospitalier Durécu-Lavoisier à Darnétal qui a reçu 16,6 millions d'euros pour sa modernisation et la création d'un bâtiment de soins médicaux. Dans l'Eure, le Centre Hospitalier de Pont-Audemer bénéficie de 13,2 millions d'euros pour une nouvelle infrastructure.

Du stade à l'église

Totalement différents, les programmes « Petites villes de demain » et « Action Cœur de Ville » sont fortement soutenus : à Rouen, 11,6 millions d'euros sont dédiés à l'amélioration des quartiers des Hauts de Rouen (Châtelet, Grand'Mare). Dans l'Eure, des projets de proximité sont financés à Bernay (stade, 1,1 million d'euros), Gaillon (parc paysager de 27 500 m², 500 000 euros) et Brionne pour la sauvegarde d'urgence de son église (119 000).

Lire aussi

[« Monarques » d'Emmanuel Meirieu : une pièce vibrante d'humanisme à voir au Volcan du Havre](#)

[Football – Ligue 1 : le HAC aime jouer avec le feu et faire durer le suspense](#)

[« On a besoin de pédagogie » : Kamal Redouani, reporter de guerre, anime une rencontre à Montivilliers](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Darnétal \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-André-de-l'Eure \(Eure\)](#) [La Saussaye \(Eure\)](#) [Les Andelys Pont-Audemer \(Eure\)](#) [Bernay](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Face aux changements climatiques, l'industrie lourde en phase de « verdissement »

ST. S.

6-8 minutes

Terre d'industrie lourde, la Normandie constitue un laboratoire pour la décarbonation. Plusieurs projets sont en cours. En particulier à Port-Jérôme-sur-Seine mais avec des effets bien au-delà.



À Port-Jérôme, Air Liquide construit actuellement l'un des plus grands électrolyseurs au monde pour produire un hydrogène bas-carbone destiné à l'industrie lourde. - Ataub Architectes



Par ST. S.

Publié: 27 Avril 2026 à 19h00 Temps de lecture: 1 min

L'industrie est un acteur économique majeur en Normandie et ses enjeux face aux changements climatiques le sont tout autant. Un chiffre : elle représente environ 20 % du produit intérieur brut de la région contre une moyenne nationale de l'ordre de 10 à 11 %.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Très orientée vers la production d'énergie, l'industrie est donc depuis des années à la croisée des chemins vers une décarbonation. À ce titre, la vallée de la Seine a valeur d'exemple – et de laboratoire – puisqu'elle concentre, à elle seule, des mastodontes de l'industrie carbonée : TotalEnergies près du Havre, North Atlantic (ex-ExxonMobil) à Port-Jérôme. Pour ne citer que ces deux plateformes pétrochimiques. Sans compter tous les autres grands noms qui gravitent autour de ces méga usines. Ainsi que les activités portuaires et leur corollaire, la logistique et les transports.

L'hydrogène arrive

Décarboner de telles industries, grandes émettrices de CO₂ en particulier, constitue un défi important. Plusieurs industriels de la région se sont engagés dans une démarche de captation de ce CO₂ avec un objectif de 3 millions de tonnes par an à l'horizon 2030.

Côté énergie, la filière hydrogène voit le jour. Avec un acteur incontournable, [Air Liquide](#), qui construit actuellement un électrolyseur – l'un des plus grands au monde – sur le territoire de Port-Jérôme. Lancé il y a dix ans, ce projet doté d'une technologie à Membrane Échangeuse de Protons (PEM) fournira de l'hydrogène renouvelable pour des applications industrielles et de mobilité lourde. La raffinerie de Normandie (TotalEnergies) de Gonfreville-l'Orcher sera par exemple connectée à cette production.

[Normand'Hy](#), nom du projet en cours dont la mise en service progressive pourrait intervenir avant la fin de cette année, permettra d'éviter l'émission de plus de 250 000 tonnes de CO₂ par an. Outre la livraison vers la raffinerie de Normandie, Air Liquide raccordera également son nouvel électrolyseur à son réseau hydrogène en Normandie, « *ce qui contribuera au développement du premier réseau hydrogène bas carbone du monde* », souligne le groupe.

Dans le même ordre d'idée, [le projet Lhyfe](#), au Havre, consiste en la construction d'une unité de production d'hydrogène décarboné. En association avec le groupe Yara, numéro un mondial de la production d'engrais minéraux et implanté de longue date dans la zone industrialo-portuaire du Havre, l'entreprise nantaise Lhyfe prévoit de produire plus de trente tonnes d'hydrogène par jour à l'horizon 2029, date à laquelle cette future usine doit être mise en service. L'entreprise ligérienne ne fournira pas que l'usine Yara voisine de ses installations à Gonfreville-l'Orcher mais aussi d'autres usines de la zone industrielle du Havre qui se sont engagées dans la décarbonation de leurs activités.

Des projets vertueux

Une industrie plus verte, plus vertueuse, est évidemment bon pour préserver l'environnement et pour lutter contre le dérèglement climatique.

C'est aussi un enjeu qui doit permettre de faciliter la réindustrialisation du territoire. Donc l'emploi. C'est tout le sens de l'appel lancé le 12 février 2026 par élus et industriels depuis l'abbaye du Valasse. [Cette initiative](#), dite « Appel du Valasse », consiste à demander de la stabilité auprès des pouvoirs publics. Autrement dit, cinq années sans changement de normes par exemple, qui sont, selon les industriels et les élus locaux, sont des freins aux investissements.

Cet appel a été lancé par la présidente de la communauté d'agglomération Caux-Seine, Virginie Lutrot, et deux grands industriels qui projettent de s'installer à Port-Jérôme. L'Américain Eastman veut construire une usine de recyclage des plastiques et le groupe belge Futerro produira des bioplastiques. Deux projets en plein dans l'idée de décarbonation.

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boîte mail [en cliquant ici](#)

Lire aussi



[Running – Radicatrail : découvrez nos photos des coureurs et les résultats !](#)

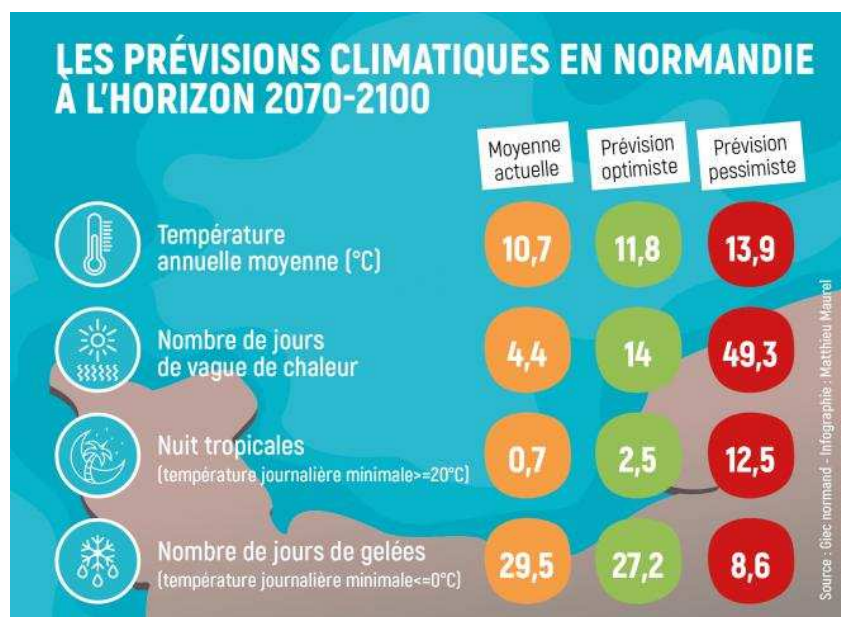


Changement climatique en Normandie : ce à quoi il faut s'attendre et comment s'adapter

Violaine Gargala

8-11 minutes

Canicules, tempêtes, montée des eaux, inondations... Le changement climatique n'épargnera pas la Normandie. Et ce phénomène y est déjà visible. « *Ce qu'on prévoyait arrive plus vite que prévu. Par exemple, chaque année il y a de grosses tempêtes en France, et cela va s'intensifier* », affirme Benoit Laignel, membre du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) international et vice-président de sa déclinaison normande.



Si des actions comme la baisse des émissions de gaz à effet de serre, sont toujours nécessaires pour limiter le changement climatique, l'adaptation doit aussi se faire. Les prévisions du Giec doivent justement permettre de se préparer le plus possible. Le groupe normand, constitué d'experts sur les différentes thématiques liées au climat et à son évolution, a pour but de traduire les prévisions du Giec international pour le territoire et de faire la synthèse des travaux scientifiques locaux existants sur le sujet (données mesurées et projections à l'horizon 2050-2100).

« *Le contexte international actuel fait que la transition écologique*

n'apparaît plus en haut de la pile. Pourtant il n'y a jamais eu autant d'événements extrêmes », regrette Benoit Laignel, également professeur en géosciences et environnement à l'Université Rouen Normandie et président du Giec créé à l'échelle de la Métropole Rouen Normandie.

+ 3°C en Normandie

Au vu des émissions actuelles de gaz à effet de serre actuelles et si les États tiennent leurs engagements de réduction des émissions (prises lors des COP climat), sans renforcement significatif, les températures devraient augmenter de 2°C dès 2030 en France. Pour atteindre + 2,7°C en 2050 et + 4°C à l'horizon 2100, selon la Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique, définie par le ministère de la Transition écologique à partir des travaux du Giec. Les scientifiques [ont désormais admis](#) qu'il est impossible de contenir la hausse des températures à + 1,5 °C, l'objectif fixé par l'accord de la COP de Paris de 2015.

Dans la région, le Giec démontre que depuis la fin des années 1980, la température a augmenté rapidement dans toutes les stations météorologiques normandes, de l'ordre de + 1°C entre la période de référence actuelle 1991-2020 et 1961-1990. La tendance croissante est très nette avec, par exemple, le passage entre 1971 et 2023 d'environ 15 à 30 jours par an à plus de 25°C dans la journée à Caen, et de 15 à 40 jours à Rouen.

Plus de 49 degrés

À l'horizon 2100, dans le cas du scénario optimiste, l'élévation de la température moyenne de l'air en Normandie pourrait être contenue à environ + 1°C. Alors qu'avec le scénario pessimiste, elle pourrait dépasser les + 3°C. Le littoral serait a priori un peu moins rapidement et intensément touché par le réchauffement que l'intérieur des terres.

Cette augmentation de + 1°C à + 3°C se traduirait par une hausse des pics de chaleur. *« Sur les scénarios les plus pessimistes, sur la période 2071 à 2100 on pourrait avoir plus de 75 jours à plus de 49 degrés à Évreux et 30 jours à plus de 45 degrés à Rouen », souligne Benoit Laignel. « Ces prévisions sont supérieures à la trajectoire actuelle des émissions de gaz à effet de serre mais cela peut être envisageable car les États-Unis se retirent de l'accord de Paris. Et de toute façon, même avec la trajectoire actuelle, on ne serait quand même pas loin de ce scénario pessimiste. »*

A contrario, les jours de gel se réduisent déjà et ceux de très grands froids (minimum inférieur à – 10°C) ont quasiment disparu, notamment dans les secteurs soumis aux influences océaniques.

Précipitations et sécheresses

Les prévisions sont encore incertaines concernant les précipitations dans l'avenir. « *Les anciens modèles portaient sur une baisse ou une stabilité, les nouveaux prévoient une augmentation*, présente Benoit Laignel. *Ce qui se confirme c'est, sur une trajectoire de plus 4°C en France, il y aura plus de pluie en hiver, moins en été et des pluies plus intenses. Donc plus d'inondations et de ruissellements* ».

Par contre, quel que soit le scénario, la durée des périodes sèches s'allongerait progressivement et le phénomène s'accentuerait.

Les ressources en eau, en surface et souterraines, vont diminuer. Et la qualité de l'eau pourrait être impactée lors de précipitations intenses et des sécheresses.

Davantage de submersions marines

Deux types d'aléas naturels majeurs affectent déjà le littoral normand : l'érosion côtière et les inondations par la mer. Des phénomènes qui vont s'aggraver avec le réchauffement climatique. Déjà, celui-ci va influencer sur le niveau moyen de la mer. En Normandie, cette élévation atteint en moyenne près de 3 mm/an désormais, et pourrait encore s'accentuer pour atteindre + 1,1m à + 1,8m à l'horizon 2100, si le réchauffement climatique ne peut être maintenu en dessous de + 4°C.



L'érosion va être accentuée avec le changement climatique et la hausse du niveau de la mer. - Photo archives Paris Normandie - Boris Maslard

L'élévation des mers va accélérer le recul du trait de côte. Tout comme l'érosion des falaises. Et les épisodes de submersion marine vont s'intensifier : 3,5 % de la superficie régionale est concernée par ce risque. La vallée de la Seine sera aussi impactée avec des inondations causées par l'effet de cette élévation et des crues. Cela pose d'ailleurs un véritable enjeu concernant les entreprises classées Seveso situées sur l'axe du

fleuve : doivent-elles se délocaliser ?

Surmortalité

Les eaux de la Manche vont se réchauffer : dès 2050, elles vont gagner entre 1 et 2°C. Par conséquent, certaines espèces comme les Saint-Jacques et les bulots pourraient migrer vers le Nord et d'autres, comme la daurade royale pourraient arriver dans la Manche. De manière générale la biodiversité sera impactée par le changement climatique.



Avec la hausse du niveau de la mer, des inondations plus fortes de la Seine sont à prévoir. - Photo archives Paris Normandie - Stéphanie Péron Clément

Ce dernier entraîne aussi l'apparition d'insectes vecteurs de maladie. Comme le moustique tigre, déjà présent en Normandie, qui peut transmettre la dengue et le Chikungunya. Concernant ce dernier virus, près de 400 cas autochtones ont été détectés en France métropolitaine à l'été 2025.

Ce n'est pas le seul risque pour la santé provoqué par le changement climatique. Les épisodes de canicule entraînent de la surmortalité. Les prévisions parlent aussi d'une augmentation des maladies cardiovasculaires causées par la pollution de l'air et d'une hausse des mélanomes à cause d'une exposition plus importante aux rayonnements solaires.

Contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré, ne semble donc plus atteignable. Pourtant « *la violence des événements extrêmes s'intensifierait à +3°C* », rappelle Benoit Laignel. L'objectif doit donc demeurer.

Objectif de neutralité carbone en 2050

« *La France a quand même des engagements nationaux* », souligne l'expert. L'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050 a été fixé. Mais la baisse des émissions de gaz à effet de serre dans le pays connaît un fort ralentissement (- 1,5 % en 2025) par rapport à la baisse observée entre 2022 et 2023 (- 6,8 % ; elle était de 1,8 % entre 2023 et 2024). Le secteur des transports, [plus gros émetteur](#) de gaz à effet de serre au niveau national devant l'agriculture et l'industrie manufacturière/construction – l'industrie est au premier rang à l'échelle de la Normandie –, n'a réduit ses émissions que de 1,4 % en 2025. L'industrie manufacturière, elle, a baissé ses émissions de 3,5 %, en raison du recul d'activités émettrices (métallurgie, ciment) et de la diminution de la consommation de combustibles fossiles.

Selon le Citepa, organisme de référence chargé du suivi des émissions de la France, cela « *reste insuffisant* » pour atteindre les objectifs de la feuille de route climatique de la France (SNBC-3). Présentée en décembre et en attente de publication officielle, elle vise une baisse des émissions d'environ 4 % par an pour la période 2024-2028, en vue d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Cette stratégie s'accompagne d'orientations.

Pour décliner les ambitions localement, l'État a mis en place des COP régionales afin de réunir les acteurs et de les faire travailler ensemble. En Normandie, la Région a initié la mise en place d'un Giec local, tout comme la Métropole Rouen Normandie, suivi d'un plan d'actions notamment pour s'adapter.

Mais se pose aussi la question du financement. L'État a baissé le Fonds vert, permettant de financer les projets de transition écologique dans les territoires, (passé de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 1,15 milliard en 2025 et 837 millions d'euros cette année). Ce qui est certain c'est que « *si on ne fait rien, les dégâts causés par le changement climatique coûteront plus cher que les adaptations* », assure Benoit Laignel. Des actions pour atténuer le changement climatique et s'adapter doivent donc être menées de concert.

Télévision. Pourquoi l'usine de traitement des déchets de Brametot, menacée par la loi, passe-t-elle au 13 heures de TF1 ?

Ghislain Annetta

4-5 minutes

"Cette usine, c'est [un échec](#) ?" Une équipe de TF1 est venue tourner, vendredi 24 avril, à Brametot un sujet sur l'enfouissement des déchets ménagers et le tri des ordures pour l'éviter. Le sujet est prévu pour le journal de 13 heures cette semaine. Lequel ? Cela dépendra de l'actualité. La question de nos confrères s'adresse à Fabrice Dubus, président du Syndicat mixte intercommunal de traitement et de valorisation des déchets du pays de Caux. Une structure que l'on connaît mieux sous l'acronyme de Smitvad et qui a injecté, dans la petite commune cauchoise, 23 millions d'euros pour la construction d'une unité de traitement mécano-biologique des déchets de son territoire.

"Le compost que nous produisons a trouvé son débouché. Il est apprécié des agriculteurs"

L'outil a été inauguré en 2014. Sa gestion a été confiée par délégation de service public (DSP) à [la société Valor'Caux, filiale de Veolia](#). Depuis sa mise en service et même avant, le site essuie les critiques des riverains de l'Association pour la protection environnementale de la plaine de Brametot et du Dun. Son président Etienne Lardans fustige les odeurs de ce qu'il appelle "*la décharge*". Il est vrai que 57% des déchets qui arrivent à Brametot sont enfouis, soit 17 000 tonnes de refus de tri par an.

Pour le président comme pour Jean-Marc Hérabourg, délégué régional Normandie pour Veolia, cette proportion pourrait être améliorée à la baisse jusqu'à 50%. La survie du lieu n'est donc pas menacée par cette mauvaise orientation des déchets mais par la loi Agec (Anti gaspillage pour une économie circulaire). Cette dernière ne concerne pas que l'installation cauchoise mais 43 du même type dans toute la France. Que dit-elle ? Retranscrivant une directive européenne, elle interdit [l'utilisation de fertilisant issu du traitement des ordures ménagères](#).



Smitvad site Brametot tournage TF1 jeudi 24 avril - Ghislain ANNETTA

Un principe simple

"Le législateur estime que ce procédé contredit la volonté de traitement des déchets à la source, c'est-à-dire par la population", constate Jean-Marc Hérambourg. Fabrice Dubus regrette : "Le site effectue le tri à la place des gens. C'est son principe. Le compost que nous produisons a trouvé son débouché. Il est apprécié de la société qui nous l'achète et des agriculteurs du secteur. On peut s'interroger. Quand on ne l'utilisera plus, il faudra le remplacer par des engrais chimiques qui viendront de l'étranger." Pour le syndicat et pour l'exploitant, même si le Sénat réfléchit à un amendement sur ce type d'outil, le divorce est prononcé.

Les élus ont décidé de sortir de la délégation de service public lors du conseil syndical du 17 novembre. Une étude est en cours pour évaluer les retombées de cette décision qui devrait se concrétiser. Sauf rebondissement avec la nouvelle composition de l'assemblée : les délégués du Smitvad se réunissent le 13 mai à Yerville. On devrait en savoir plus. Ou pas ?

12 millions d'euros à rembourser

Alors le fameux échec est pour l'instant financier. L'emprunt contracté par le syndicat court jusqu'en 2034. Il reste environ 12 millions d'euros à rembourser, pour le moment non amortis (c'est 260 millions d'euros à l'échelle nationale pour les 43 sites de traitement mécano-biologique des déchets, NDLR). *"Il n'est donc pas question de fermer le site et de faire reposer la facture sur les habitants", assure le président. Ce dernier explique qu'il est en relation avec des repreneurs, notamment pour la partie méthanisation. Car l'unité produit déjà de l'électricité, intégrée au réseau EDF, ainsi que du biogaz. "Deux études sont en cours avec GRDF", indique-t-il. La visite avec l'équipe de tournage a démontré que l'équipement était encore en bon état. Affaire à suivre.*

Face aux inondations et à la montée des eaux, un projet d'ampleur est mis en place à Quiberville

Violaine Gargala

6-7 minutes

Face à des phénomènes naturels de plus en plus fréquents avec le changement climatique, la basse vallée de la Saône, sur le littoral seinomarin, a décidé de ne pas lutter contre la nature mais de s'adapter.



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 27 Avril 2026 à 19h00 Temps de lecture: 2 min

Pour ne pas subir les inondations et submersions marines appelées à se produire de plus en plus fréquemment avec le changement climatique, un projet d'ampleur, et pionnier, est mené dans la basse vallée de la Saône. En avril 2024 c'est le camping de Quiberville-sur-Mer qui a été relocalisé 800 mètres plus loin à l'intérieur des terres et plus en hauteur, et en décembre 2025 le fleuve côtier Saône a été [reconnecté à la mer](#).

Le camping sous l'eau

Cette basse vallée, constituée donc des communes cachoises de Quiberville, Argueil et Sainte-Marguerite-sur-Mer, « *était un estuaire. Entre le XVIIe et XIXe siècle, il a été fermé pour des questions militaires et économiques. Les estuaires ont ensuite été urbanisés. Ici un camping a été installé. Sauf que depuis les années 1990, les épisodes de tempête avec des inondations se multiplient* », détaille Laurent Topin, directeur du syndicat mixte des bassins versants Saône Vienne et Scie. En décembre 1999, l'eau atteint 1m60, les caravanes du camping flottent.

Le responsable a observé une prise de conscience progressive. Et en 2016 le [projet](#) Basse Saône 2050 est validé par l'ensemble des acteurs locaux. Les travaux débutent en 2023. « *L'enjeu est de prévenir les risques naturels, de reconquérir la biodiversité dans l'estuaire et de concilier le tout avec les enjeux socio-économique, notamment*

touristiques », détaille Laurent Topin.

« On accepte que la mer pénètre dans la basse vallée »

En 2024 le camping, propriété de la commune, est déconstruit et [installé en hauteur](#), sur un terrain acheté par la collectivité. Il évolue entre temps passant de 3 à 4 étoiles. Sur le territoire de Sainte-Marguerite-sur-Mer, quelques terrains privés, sur lesquels étaient installés huit bungalows, ont dû être rachetés. C'étaient les seules propriétés privées.

Une biodiversité retrouvée

Le chantier de reconnexion à la Saône, dont le syndicat mixte est le maître d'œuvre, commence en novembre 2024. Le tracé du fleuve côtier est modifié. À la fin du XIXe siècle, une buse avait été érigée pour canaliser le fleuve. Elle est supprimée et laisse désormais place à un exutoire ouvert. Le fleuve rejoint plus facilement la mer « *et on accepte que la mer pénètre dans la basse vallée donc on accepte [un changement de milieu](#)* ». À terme, la biodiversité présente se rapprochera de celle que l'on trouve dans les prés salés. Le franchissement des poissons de la mer vers l'intérieur est aussi de nouveau possible.

L'homme ne pourra pas marcher dans les 50 hectares de la basse vallée. Mais il pourra s'en approcher grâce à un chemin de promenade en faisant le tour. Le projet de reconnexion aura coûté en tout, au 9 avril 2026, environ 10 millions d'euros.

Un suivi

Basse Saône 2050, coordonné par le Conservatoire du littoral, comporte un troisième volet, la création d'une nouvelle station d'épuration car il y avait auparavant des problèmes d'assainissement entraînant des pollutions de la mer.

Si la fin du chantier de reconnexion touchera à sa fin d'ici juin, tout n'est pas terminé. « *La troisième étape est la gestion. C'est un projet pionnier donc il y a des choses qui marcheront peut-être moins bien que prévu* », prévient Laurent Topin. « *L'université de Rouen mène un programme de recherche sur les dix prochaines années pour voir comment le milieu réagit et voir comment peut être appliqué ailleurs.* » Car l'adaptation ne doit pas rester un exemple isolé.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Quiberville \(Seine-Maritime\)](#) [Sainte-Marguerite-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#)
[Argueil \(Seine-Maritime\)](#)

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boîte mail [en cliquant ici](#)

Lire aussi

Les syndicats bloquent la prison de Rouen pour protester contre le manque de moyens

Robin Rioult

5-6 minutes

Lundi 27 avril 2026, les agents de la maison d'arrêt Bonne Nouvelle bloquent l'entrée de l'établissement pour dénoncer la dégradation de leur condition de travail. Le manque d'effectifs comme de places pour accueillir convenablement les détenus sont au cœur des revendications.



Par Robin Rioult

Publié: 27 Avril 2026 à 10h21 Modifié: 27 Avril 2026 à 12h33 Temps de lecture: 1 min

L'appel national des syndicats a été suivi. À 8h30, lundi 27 avril 2026, plusieurs dizaines d'agents étaient réunis devant les portes de la maison d'arrêt Bonne Nouvelle de Rouen. Sur place, drapeaux de la CGT et de l'UFAP-UNSA entourent un feu de joie, stratégiquement placé pour ralentir l'accès à l'établissement pénitentiaire.

Les représentants du personnel ont le sentiment de répéter inlassablement les mêmes messages, sans jamais être entendus. Pourtant, les difficultés auxquelles font face les prisons françaises [font l'objet d'un constat unanime](#). « Nous, les services pénitentiaires, on est abandonnés par les pouvoirs publics, il faut dire ce qui est, tacle le secrétaire adjoint local du syndicat UFAP-UNSA Justice. Les services pénitentiaires, ce n'est pas un objectif pour eux. On se sent abandonnés. »





Pour le secrétaire adjoint local du syndicat UFAP-UNSA Justice, le personnel se sent abandonné. - Paris Normandie

Du national au local

« On se mobilise aujourd'hui pour plusieurs critères, énumère le syndicaliste. Le manque d'effectifs déjà. Il manque 5000 personnels, 5000 postes vacants tout grade confondu ! C'est énorme. » La surpopulation pénale ensuite. En France, « on a plus de 88 000 détenus et on n'est pas encore arrivé à l'été. » La maison d'arrêt de Rouen, par exemple, prend en charge 651 détenus pour seulement une cinquantaine de cellules fermées.

« On est rappelé à tout bout de champ, on n'a plus de vie de famille, donc, à un moment donné, il y a un ras-le-bol qui se fait. »

Alex Bodart, représentant local de la CGT

Le personnel, quant à lui, est en sous-effectif d'une vingtaine de postes (92 % des postes sont occupés). Dans les cellules, les lits se multiplient. Les détenus sont plus tendus, les surveillants aussi. Les conséquences sur la bonne entente de tous sont immédiates. « Il y a des bagarres, des trafics de drogues. On a des cas psy qui sont obligés d'être mélangé avec d'autres personnes, parce que nous n'avons plus de place. »

« Ça commence à craquer »

Sans surprise, [la situation épuise le personnel](#). « On est rappelé à tout bout de champ, on n'a plus de vie de famille, donc, à un moment donné, il y a un ras-le-bol qui se fait », souligne le représentant local de la CGT, Alex Bodart. Le syndicaliste est bien conscient que le budget est le nerf de la guerre. « Mais on en manque un peu partout, donc on passe à la trappe finalement. Ça commence à craquer, malheureusement. »





Alex Bodart est le représentant local de la CGT. - Paris Normandie

Le mouvement se maintiendra toute la journée, sans pour autant bloquer totalement le fonctionnement de la maison d'arrêt qui tourne à régime minimal. « *Pour l'instant c'est simple, on se base sur les revendications nationales, mais dans quelques mois on verra pour les revendications locales et on va refaire un blocage, si nécessaire* », précise Axel Bodart.

Lire aussi



[Que va devenir la brasserie Union-B à Malaunay passé son sursis jusqu'en 2027 ?](#)



"On atteint une situation explosive" : les agents pénitentiaires se mobilisent face à la surpopulation carcéra

Baptiste Renault, Medhi Weber

9-12 minutes

Ce lundi 27 avril, les personnels carcéraux ont manifesté devant les prisons de Caen-Ils et de Rouen pour dénoncer des conditions de travail en forte dégradation. Ils déplorent des sous-effectifs permanents chez les surveillants et une surpopulation carcérale qui alimentent les tensions en prison.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Plusieurs dizaines d'agents pénitentiaires se sont rassemblés tôt, ce lundi 27 avril, devant le centre pénitentiaire de Caen-Ils (Calvados) et la maison d'arrêt de Rouen (Seine-Maritime), à l'appel national des syndicats Ufap-Unsa Justice et CGT Pénitentiaire. Ils étaient une trentaine à Ils et environ le même nombre devant la prison Bonne Nouvelle de Rouen.

D'autres manifestations ont par ailleurs eu lieu au Havre ou encore à Évreux. Cette mobilisation se déroule en réalité sur les établissements de la France entière, où les agents dénoncent une dégradation continue de leurs conditions de travail, liée à la fois au manque d'effectifs et à une surpopulation carcérale devenue permanente dans certains secteurs des prisons.

[Une mobilisation d'agents pénitentiaires en grève devant la maison d'arrêt de Rouen \(Seine-Maritime\), le 27 avril 2026. • © Bérangère Dunglas](#)

À Rouen, le mouvement prend la forme d'une grève de zèle pour environ la moitié du personnel. "Les extractions judiciaires et les extractions

d'urgence sont maintenues mais à l'intérieur, c'est le strict minimum. Douche, promenade, et traitements médicaux", commente un gréviste.

Pour le reste, l'accès à la prison est bloqué, notamment pour les avocats. Et toutes les activités ludiques organisées pour les prisonniers ont été supprimées pour la journée, comme vous le racontent Martin Cribier et Bérangère Dunglas dans ce reportage réalisé ce lundi 27 avril.

durée de la vidéo : 00h01mn30s



Reportage réalisé le lundi 27 avril 2026 • ©Martin Cribier, Bérangère Dunglas

Devant l'établissement de Caen-Ifs, ouvert en 2023, initialement conçu pour améliorer les conditions de détention dans la région, le constat dressé par les syndicats est sévère. *"Chaque jour, nous avons des agents en moins"*, explique Emilien Kerleau, représentant de l'Ufap-Unsa dans cet établissement de la périphérie caennaise.

[Un feu a été allumé lors de la mobilisation d'une trentaine d'agents pénitentiaires devant le centre pénitentiaire de Caen-Ifs \(Calvados\), le 27 avril 2026. • © Erwan de Miniac / France Télévisions](#)

"Les agents ne sont pas remplacés et, comme certains collègues sont en arrêt maladie, le déficit se creuse encore pour atteindre environ 40 surveillants manquants", affirme l'agent pénitentiaire, évoquant une situation aggravée par des nouvelles missions confiées aux agents sans moyens supplémentaires.

Les équipes de la prison d'Ifs sont régulièrement mobilisées pour des transferts judiciaires ou des extractions médicales, au détriment de leur rôle initial, témoigne-t-il. *"Nous n'en pouvons plus"*, résume-t-il.

[Les agents pénitentiaires se sentent pris à la gorge par l'administration carcérale. • © Bérangère Dunglas](#)

Même frustration à Rouen. *"On atteint une situation qui est explosive"*, soupire Joris Madeleine, secrétaire adjoint du syndicat Ufap-Unsa. *"Ici, il nous manque environ 35 surveillants et une dizaine d'officiers. Ce qui veut dire que la charge de travail est reportée sur tous les autres. Ceci*

entraîne énormément de fatigue au travail, de burn-outs, et même des accidents du travail du fait de l'augmentation des agressions sur les personnels", clame-t-il.

Le représentant se rappelle notamment d'une tentative de meurtre qui s'est déroulée il y a quelques mois alors qu'un détenu avait essayé de mettre un coup de lame à la gorge d'un salarié.

La pression s'exerce d'autant plus fortement à Caen-Ifs que la maison d'arrêt accueille un nombre de détenus supérieur à sa capacité initiale. Conçu pour 551 places, le quartier accueille aujourd'hui 672 détenus, informe la direction de l'administration pénitentiaire.

"La semaine dernière, nous avons dû mettre des matelas au sol", rapporte Emilien Kerleau, décrivant une gestion à flux tendu des cellules. *"Les détenus et les surveillants sont laissés à l'abandon par l'État",* appuie Dominique Simonnot, la contrôleur générale des lieux de privation de liberté, ce lundi, [dans une interview à Ici Nord](#).

À court terme, la situation pourrait encore se dégrader puisque, selon Emilien Kerleau, le site de Caen-Ifs devrait perdre 28 agents supplémentaires à partir du 1^{er} juillet, à la suite des commissions administratives paritaires de mutation.

Pour la prison Bonne Nouvelle de Rouen, la réalité est quasi identique. Selon Hedrice Chetbou, secrétaire adjoint de l'Ufap-Unsa, *"il va bientôt falloir mettre des matelas au sol, car presque toutes les cellules comptent désormais trois détenus"*. Un agrandissement et une modernisation de la maison d'arrêt qui se fait toujours attendre alors que Gérald Darmanin était venu annoncer une enveloppe de 30 millions d'euros pour la prison de Rouen en mai dernier.

Sur le terrain, ces absences ont des conséquences directes sur la sécurité et le fonctionnement quotidien. *"Des postes ne sont pas couverts, ce qui crée des tensions car les détenus ne comprennent pas la situation",* indique Emilien Kerleau.

Il alerte également sur la multiplication des incidents. *"Nous courons à la catastrophe. Un collègue a encore été agressé jeudi d'un coup de poing au visage, témoigne-t-il. Le surveillant ouvre une porte de cellule où se trouvent un, deux, voire bientôt trois détenus, car c'est ce qui va finir par se passer. Toutes les prisons sont surpeuplées, donc le rapport de force est totalement faussé."*

Au-delà des accidents que ce manque d'effectifs peut générer, il y a aussi l'image de laxisme qui peut parfois être renvoyée à la société, présentent des grévistes. En particulier lorsque certains détenus se filment dans des établissements, en dehors de leur cellule et visiblement sans surveillance, [comme ce fut le cas en janvier dernier à la prison de Val-de-Reuil \(Eure\)](#).

Cette situation locale s'inscrit dans un contexte national particulièrement tendu. La population carcérale dépasse désormais les 87 000 détenus, un niveau inédit. Le malaise des agents pénitentiaire semble généralisé. Dans le secteur pénitentiaire du Grand Ouest, qui comprend la Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire, 17 établissements sur 24 se mobilisent ce lundi, précise l'Ufap-Unsa.

Les syndicats pointent également les effets des politiques d'affectation des personnels. La priorité donnée à certains dispositifs, notamment les quartiers de lutte contre la criminalité organisée (QLCO), [comme celui ouvert en 2025 à Condé-sur-Sarthe](#) (Orne), est jugée pénalisante pour des établissements comme la prison de Caen-Ils. *"Il faut certes renforcer ces effectifs, mais nous crevons à l'intérieur des plus petits établissements comme le nôtre"*, assène Emilien Kerleau.

Au-delà des effectifs, les surveillants dénoncent l'impossibilité d'assurer pleinement leurs missions. *"Nous voulons simplement travailler en sécurité"*, insiste le syndicaliste, rappelant que la prévention de la récidive passe notamment par des conditions de détention dignes et un suivi adapté des détenus.

L'encellulement individuel, présenté comme un objectif lors de l'ouverture du centre en 2023, apparaît désormais hors de portée. *"On nous disait que ce serait la règle, mais ce n'est déjà plus du tout le cas"*, regrette-t-il, évoquant la perspective de cellules accueillant bientôt jusqu'à trois prisonniers.

Quant à la proposition de limiter la surpopulation carcérale en ayant recours plus largement au bracelet électronique, pour la corporation, il s'agit de poudre aux yeux. *"Le problème, c'est que là encore il faut des agents pour ça, s'insurge Hedrice Chetbou. Et eux aussi sont en sous-effectif."*

Face à cette situation, les organisations syndicales réclament un plan d'urgence pour combler les postes vacants, estimés à plus de 5 000 en France. *"Nous allons voir ce que donne la mobilisation, mais s'il faut continuer, nous continuerons"*, prévient Emilien Kerleau. *"Nous ne pouvons plus rester inactifs alors que nous sommes en train de crever en détention"*, assène-t-il.

Ce lundi, les syndicats affirment que le mouvement social durera encore au moins quelques jours, du moins tant que les instances n'auront pas été reçues par le garde des Sceaux, Gérald Darmanin.

[Photos]. Manque d'effectifs, agressions, épuisement : ce qu'il faut savoir sur la mobilisation des personnels de la prison du Havre

Luc Gallais

3-4 minutes

"CPLH : Santé en péril, vies privées sacrifiées !" "Manque d'effectifs = danger !" Sur les deux banderoles installées sur des grilles à l'entrée du centre pénitentiaire du Havre, à Saint-Aubin-Routot, le ton est donné. A l'appel national du seul syndicat UFAP-UNSa justice, majoritaire au niveau national comme local, une cinquantaine de personnels pénitentiaires, surveillants, officiers ou personnels administratifs, étaient réunis lundi 27 avril, dès 6 heures pour certains. Une mobilisation décrétée ces derniers jours, qui invitait *"au blocage de l'ensemble des structures pénitentiaires"*, pour réclamer *"des mesures d'urgence face à la surpopulation carcérale"* et *"combler les 5 000 postes manquants"* à l'échelle du pays.

"Exprimer notre ras-le-bol"

Devant le centre pénitentiaire, une palette de bois et de pneus prend feu, le mouvement est perceptible mais ne bloque pas totalement son fonctionnement. *"Ce rassemblement doit concerner l'ensemble des personnels, tous corps et grades confondus, car il faut exprimer notre ras-le-bol"*, déclare Marvin Bahadur, secrétaire local du syndicat UFAP-UNSa justice. *"On verra si le mouvement se durcit par la suite."* Son syndicat avait déjà publié [*une lettre ouverte il y a plusieurs mois pour dénoncer "une situation devenue préoccupante depuis plusieurs mois", une "ambiance délétère qui résulte principalement de la surcharge de travail rencontrée par l'ensemble des personnels"*](#).



La mobilisation a démarré à 6 heures du matin, ce lundi 27 avril, devant le centre pénitentiaire du Havre, qui n'est pas entièrement bloqué - Luc Gallais

Le centre pénitentiaire du Havre atteint une surpopulation carcérale de l'ordre de 150%, avec plus de 700 détenus pour moins de 160 surveillants (au lieu des 188 prévus). *"On dénonce un manque d'effectif, qui peine à atteindre les 80% pour le corps d'encadrement et d'application, s'indigne Marvin Bahadur. Il y a une trentaine de postes de surveillants vacants, une quarantaine sur l'ensemble des corps, mais lors de la prochaine campagne de mobilité qui va s'ouvrir, un seul poste va s'ouvrir. Il y a beaucoup d'incompréhension, il faut combler les postes vacants. Et des directives claires sur la manière d'adapter notre travail avec l'effectif réel de la prison. On a des rappels incessants pour pallier le manque de personnel, c'est un cercle vicieux qui entraîne fatigue, usure, mal-être et du danger."*

"On n'a pas envie de mourir pour notre boulot, par usure"

Sans compter les agressions auxquelles font face les surveillants pénitentiaires. L'une d'elles est en arrêt de travail d'un mois après une agression, tandis qu'une tentative de meurtre a eu lieu en fin d'année 2025. *"Il y a de la fatigue, on enchaîne des temps contraignants de 12 heures, avec des rappels le lendemain sur des descentes de nuit alors qu'on devrait récupérer, révèlent Nathalie et Laure*. Sans nous, la prison ne tourne pas, même si nous ne sommes pas assez nombreux. On est à cran, on n'a pas envie de mourir pour notre boulot, par usure."*



Les agents pénitentiaires se plaignent d'un sous-effectif et de conditions de travail qui se dégradent au point d'être mis en danger - Luc Gallais

* Prénoms d'emprunt.

Grève dans les prisons de l'Eure et de la Seine-Maritime : les agents pénitentiaires ne se sentent "plus en sécurité"

Emmanuel Grabey

4-6 minutes

Publié le lundi 27 avril 2026 à 16:30

Les maisons d'arrêt de l'Eure et de la Seine-Maritime sont bloquées ce lundi 27 avril 2026 par des agents pénitentiaires qui réclament plus de moyens humains et dénoncent la surpopulation carcérale.

Les maisons d'arrêt de Rouen, de Saint-Aubin-Routot, près du Havre, et d'Évreux sont touchées ce lundi 27 avril 2026 par [le mouvement de protestation national lancé par le syndicat Ufap-Unsa Justice](#). À Rouen, l'entrée de Bonne-Nouvelle est bloquée, rien n'entre ni ne sort, la seule activité se limite aux promenades et aux douches des détenus. Des pneus et des matériaux de construction ont été brûlés devant l'entrée de l'établissement pénitentiaire. Le syndicat demande des **mesures d'urgence pour lutter contre la surpopulation carcérale** : selon les derniers chiffres officiels, le taux d'occupation national des prisons était au 1^{er} mars de 137,5%, avec 87.126 détenus pour moins de 63.500 places.

*"On entasse, on entasse", dénonce Edriss Chetbou, secrétaire adjoint Ufap-Unsa Justice à la maison d'arrêt de Rouen. "La semaine dernière, nous avons eu la grève des avocats : on a eu 50 arrivants, ce qui est énorme. **On frôle les matelas au sol !** On n'a jamais connu ça à Rouen. Par exemple, vous allez à Villepinte [en région parisienne], ils sont quatre en cellule. Ici, ils sont triplés mais on est pas encore quadruplés, ça risque vite d'arriver. Tous les jours il y a des bagarres, en promenade, pour trafic de drogue, pour un drone qui n'est pas passé, pour un détenu qui ne veut pas être avec un autre parce qu'il a un profil psy, ou alors ils ne sont pas compatibles ensemble. Tout ça, c'est la gestion du quotidien et ça devient compliqué. On ne peut plus continuer comme ça. On n'est plus en sécurité dans nos établissements pénitentiaires."*

Les drones, "le fléau du moment"

Sans compter les nouveaux moyens de faire pénétrer des objets et des

armes dans les prisons. "On n'a plus le droit de fouiller", déplore le syndicaliste. "Les caillebotis sont complètement esquinés, ils arrivent à mettre les bras à travers les fenêtres, ils arrivent à récupérer des projections facilement. Ils arrivent aussi à faire passer les drones : les livraisons de drones, c'est au quotidien. C'est le fléau du moment : on ne sait pas ce qui rentre. Ça peut être des armes artisanales, ça peut être une arme à feu, on est dans le flou total parce qu'on n'a pas le contrôle de tout. Si on met les moyens, on y arrive. Mais il n'y a pas d'argent dans les caisses, c'est ce qu'on nous répète tout le temps. Il n'y a jamais d'argent. Tant qu'on ne mettra pas les moyens humains et matériels, on n'y arrivera jamais. On est abandonnés."

Moins d'un tiers des 15.000 places de prison annoncées dans le cadre d'un plan national lancé en 2018 ont été livrées, mais le ministère de la Justice prévoit déjà l'ouverture de [3.000 places supplémentaires dans des prisons modulaires](#), dont la moitié d'ici l'an prochain. Un projet de loi en préparation prévoit également de mettre fin à la pratique des matelas installés au sol dans les cellules, en raison du manque de lits, une situation qui concernait près de 7.000 cas au 1^{er} mars. Aucun calendrier n'a été communiqué à ce stade concernant le dépôt, l'examen ou l'adoption du texte.

- [Syndicats – Syndicalisme](#)
- [prison](#)
- [justice](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Un brigadier-chef a été blessé par un détenu ce mardi 11 novembre à la prison Bonne Nouvelle à Rouen. L'agresseur a ensuite mis le feu à sa cellule.

Le 11/11/2025 à 19:29

- Des manifestants ont déjà entamé la journée d'action du 18 septembre avec plusieurs blocages en Seine-Maritime.

Le 18/09/2025 à 08:42

En Normandie, les agents pénitentiaires en lutte contre la surpopulation carcérale

Dorothée Brimont avec les locales

4-5 minutes

Évreux, Le Havre, Rouen... Les agents pénitentiaires normands ont répondu à l'appel national à la grève de leur profession. Lundi 27 avril 2026, c'était prison morte et piquet de grève devant les centres de détention. Explications.



Par Dorothée Brimont avec les locales

Publié: 27 Avril 2026 à 16h47 Temps de lecture: 1 min

À 8 h 30, lundi 27 avril 2026, plusieurs dizaines d'agents étaient réunis devant les portes de [la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle](#) de Rouen. Sur place, drapeaux de la CGT et de l'Ufap-Unsa entourent un feu de joie, stratégiquement placé pour ralentir l'accès à l'établissement pénitentiaire. Le scénario est le même devant [les portes du pénitencier du Havre et d'Évreux](#).

Des agents abandonnés

[Les revendications](#) sont identiques à chaque mouvement. [D'où ce ressentiment de la part des agents](#). « *Nous, les services pénitentiaires, on est abandonnés par les pouvoirs publics, il faut dire ce qui est* », tacle le secrétaire adjoint local du syndicat Ufap-Unsa Justice à Rouen.

Mais inlassablement, année après année, ils réitèrent leurs vœux. « *On demande que du personnel soit recruté pour soulager les collègues au quotidien. On manque de surveillants, de personnel administratif, de personnel technique...* », liste Éric Bigot, secrétaire local Ufap-Unsa justice à Évreux.

Un taux d'occupation qui avoisine les 220 %

Dans l'Eure, la situation n'est plus tenable. « On atteint [les 220 % d'occupation](#). Cela représente 341 détenus pour une capacité de 162 lits. On a des détenus qui sont jusqu'à trois dans une cellule de 9 m². » Des conditions qui ont des répercussions immédiates sur les agents. « Pas plus tard que vendredi 24 avril 2026, deux collègues femmes ont été agressées suite à [des tensions entre des codétenus](#), poursuit Éric Bigot. En général, on est seul pour une centaine de prisonniers, sans oublier toutes les autres tâches à côté. »

Sans surprise, le personnel est sur les nerfs. « On est rappelé à tout bout de champ, on n'a plus de vie de famille, donc, à un moment donné, il y a un ras-le-bol qui se fait », souligne le représentant local de la CGT à Rouen, Alex Bodart.

Les agents pénitentiaires n'excluent pas d'autres mobilisations dans les semaines à venir.

Lire aussi



[Que va devenir la brasserie Union-B à Malaunay passé son sursis jusqu'en 2027 ?](#)



Prison du Havre : colère des surveillants face au manque d'effectifs et à la surpopulation carcérale

Nicolas Le Jean

5-6 minutes

Au centre pénitentiaire du Havre, des surveillants dénoncent, lundi 27 avril 2026, un manque d'effectifs et une surpopulation carcérale. Et ce dans le cadre d'une grogne nationale. Les surveillants en colère assurent un service minimum, gestion des repas et des promenades.



La manifestation des surveillants du centre pénitentiaire du Havre a débuté à 7 h lundi 27 avril 2026. - Photo Hugo Danjou/Paris Normandie



Par [Nicolas Le Jean](#)

Publié: 27 Avril 2026 à 15h32 Temps de lecture: 1 min

« Manque d'effectifs = danger », « CPLH : santé en péril, vies privées sacrifiées ». Ces slogans s'affichent sur les grilles du centre pénitentiaire du Havre, lundi 27 avril 2026 en matinée. Devant l'établissement basé à Saint-Aubin-Routot, un brasero allumé et une petite trentaine de surveillants qui « manifestent » – ils n'ont pas le droit de faire grève, précise Marvin Bahadur, secrétaire local du syndicat Ufap-Unsa. Un syndicat qui a appelé, sur le plan national, au « [blocage de l'ensemble](#)

des structures pénitentiaires ». Raison de la grogne : « 5 000 postes manquants », dénonce-t-il, réclamant aussi « des mesures d'urgence face à la surpopulation carcérale ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des points qu'illustre Marvin Bahadur. Selon lui, le centre pénitentiaire du Havre fait face à « *une quarantaine de postes vacants, prévus à l'organigramme théorique mais pas pourvus* ». Résultat, les surveillants pénitentiaires, dont l'effectif devrait être « *supérieur à 180* », sont « *moins de 150* ». Parallèlement, l'établissement compte « *plus de 750 détenus pour seulement 600 places, soit un taux d'occupation de 150 % et une trentaine de matelas au sol* ». Face à cette masse, les agents pénitentiaires se sentent démunis, notamment pour gérer les profils psychiatriques.

« Des rappels incessants »

Toujours selon Marvin Bahadur, l'administration multiplie les rappels d'agents sur leurs jours de repos pour compenser le manque d'effectifs. « *On sacrifie nos vies privées, notre santé parce que les rappels sont incessants* », témoigne le syndicaliste, soulignant l'épuisement professionnel qui gagne les rangs. Autre point d'achoppement, l'absence de « *consignes claires* » pour adapter la charge de travail à la réalité des effectifs.

Ce lundi, les agents pénitentiaires en colère limitent leurs tâches à la gestion des repas et des promenades. Ils réclament « *le comblement des vacances de postes, des consignes claires et honnêtes, et des repos* », résume Marvin Bahadur. Face à ce qu'il décrit comme le « *néant décisionnel* », le représentant syndical se dit prêt à ce que le mouvement se durcisse. Un moment présent avec les manifestants, le directeur du centre pénitentiaire n'a pas souhaité s'exprimer.

À noter que l'évêque du Havre, Mgr Jean-Luc Brunin, évêque référent prison au plan national, est venu apporter un message de « *sympathie et de solidarité* » aux surveillants pénitentiaires.

Lire aussi

[« Monarques » d'Emmanuel Meirieu : une pièce vibrante d'humanisme à voir au Volcan du Havre](#)

[Football – Ligue 1 : le HAC aime jouer avec le feu et faire durer le suspense](#)

[« On a besoin de pédagogie » : Kamal Redouani, reporter de guerre, anime une rencontre à Montivilliers](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

32 maisons neuves construites dans cette ville près de Dieppe pour le grand chantier EPR2

Rédaction Dieppe

2-3 minutes

Des maisons neuves de type F4 et F5 viennent d'être livrées dans cette ville de Seine-Maritime pour les besoins du grand chantier EPR2. La résidence a été inaugurée avant mi-avril.

Sur le même thème

[EPR](#)

[Logement](#)

[Maison](#)



La résidence comprend 32 logements de type T4 et T5 et se situe à Offranville (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 28 avr. 2026 à 6h12

La résidence du Clos du Moulin, à [Offranville \(Seine-Maritime\)](#), a été inaugurée jeudi 9 avril 2026 par le groupe Monceau, promoteur de l'opération, EDF, 3F Normandie et le Crédit agricole Normandie-Seine foncière, en présence des élus du territoire dont Clarisse Laboulle, maire d'Offranville.

Une remise des clés en mars

La résidence du Clos du Moulin est un ensemble de **32 maisons neuves de type F4 et F5** destinées à répondre au **besoin de logements** pour les futurs intervenants du chantier EPR2 à Penly.

Il s'agit d'une opération mixte portée par EDF et par le bailleur social 3F Normandie pour accompagner le développement du territoire autour du projet nucléaire dont le chantier sur plusieurs années prévoit l'arrivée de plus de 10 000 salariés.

L'ensemble a été construit selon les normes environnementales. Sur les 32 logements, 12 ont été acquis par 3F Normandie pour une intégration dans son parc locatif.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Après 15 mois de travaux, la remise des clés a eu lieu en mars. Pour la foncière du Crédit agricole, cette opération est la première d'une série d'investissements qui vise à accompagner les besoins en logements.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le Havre : TotalEnergies va lancer un financement participatif pour Centre Manche 2, son projet de parc éolien en mer

Marianne Naquet

6-8 minutes

Baptiste Taconet, responsable développement territorial de l'éolien en mer pour TotalEnergies © Radio France

Diffusé le lundi 27 avril 2026 à 7:44

Publié le lundi 27 avril 2026 à 7:44

Ce sera le plus grand parc éolien en mer de France. Le parc Centre Manche 2 sera construit d'ici 2033, à plus de 40 kilomètres des côtes normandes. C'est TotalEnergies qui a remporté l'appel d'offres pour la construction. On fait le point sur le projet sur ICI Normandie ce 27 avril 2026.

Le début des travaux est prévu pour 2029, [pour le parc Centre Manche 2, ce parc éolien en mer](#) qui va bientôt pointer le bout de son nez, au large des côtes du Cotentin, du Calvados et de la Seine-Maritime.

TotalEnergies a remporté en septembre dernier l'appel d'offres pour la construction et va lancer un financement participatif. *"C'est le plus grand projet d'énergie renouvelable en France",* indique ce lundi 27 avril sur ICI Normandie Baptiste Taconet, le responsable du développement territorial de l'éolien en mer chez TotalEnergies. *"C'est a fortiori le plus grand projet éolien en mer de France. C'est un projet de parc au large de la Normandie, situé à plus de 40 kilomètres des côtes normandes, entre Cherbourg et Le Havre. Il est porté par Centre Manche Énergies, une filiale de TotalEnergies",* ajoute-t-il.

Ce parc éolien aura une capacité de 1,5 gigawatt, l'équivalent de la puissance d'un réacteur nucléaire. *"À terme, à sa mise en service en 2033, il permettra de produire environ 6 térawattheures d'électricité annuellement, ce qui représente la consommation de plus d'un million de foyers",* explique Baptiste Taconet. L'une de ses caractéristiques, c'est qu'il sera **le parc éolien en mer le plus éloigné des côtes**. *"Il sera à équidistance des trois départements littoraux de la Normandie, du Calvados, de la Manche et de la Seine-Maritime. Cela permettra de limiter l'impact visuel",* notamment depuis Le Havre. *"Nous avons des photomontages pour informer le public sur ce que pourrait représenter l'impact visuel de ce projet, et force est de constater que l'impact serait minimisé."*

Un appel à financement participatif bientôt lancé

TotalEnergies va **lancer un appel à financement participatif** pour 10 millions d'euros. *"Le but est de faire participer les habitants", précise Baptiste Taconet, "et de faire participer les collectivités territoriales normandes au financement de ce beau projet d'infrastructure qui rayonnera à la fois en termes de retombées économiques".* TotalEnergies va s'appuyer **sur les compétences des entreprises du territoire** qui ont développé les premiers parcs et s'engage à *"confier 10% de la valeur des contrats à des PME, donc un minimum de 450 millions. Ce sont aussi 2.500 emplois qui devraient être créés pendant la phase de construction."*

L'idée de ce financement participatif, c'est que les habitants puissent mettre une somme et **recevoir ensuite des coupons rémunérateurs** en fonction de leur participation. *"C'est une sorte d'investissement en fait et le grand public sera informé du lancement de cette campagne par les réseaux et les médias."* La date n'est pas encore connue. Alors est-ce un moyen de mieux faire accepter le projet ? *"Notre principale priorité, c'est de construire ce projet en lien avec l'ensemble des parties prenantes du territoire. Nous sommes d'ailleurs récemment rentrés dans une phase de concertation continue que nous poursuivons. Elle avait déjà été entamée par l'État au moment de l'appel d'offres. Notre volonté, c'est d'être transparent, d'informer fréquemment le grand public, de répondre aux questions de ces derniers, mais aussi de l'ensemble des parties prenantes, des élus, d'une part des usagers de la mer, d'autre part des acteurs du développement économique."* Pour toute question, [une plateforme de concertation a été mise en place.](#)

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Énergie](#)
- [Énergies renouvelables](#)
- [mer - océan](#)
- [Éoliennes](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Cyril Briffault, délégué CGT de Chapelle Darblay

« On nous balade depuis des mois » : pourquoi la CGT annonce des blocages pour (au moins) un mois à Rouen ?

Noa Gratigny

4-5 minutes

Un mois de grève reconductible est prévu par les CGT territoriaux de Rouen sur fond de revendications liées aux conditions de travail et aux salaires. Précisions.

Sur le même thème

[Grève](#)

[Syndicats](#)



Des blocages sont prévus tout au long du mois de mai. (©Archives)

Par [Noa Gratigny](#) Publié le 27 avr. 2026 à 18h48

La ville de Rouen s'apprête-t-elle à connaître **des semaines agitées** ? À partir du premier mai, des mouvements grévistes sont prévus par le syndicat CGT des territoriaux de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#). On vous explique pourquoi.

Une absence de réponse concrète pour les syndicats

« On nous balade depuis des mois », dénonce Guillaume Larose après plusieurs semaines sans réponses concrètes. Un état d'esprit qui reflète la perte de patience des syndicalistes. « On a des revendications, mais

on nous a dit d'attendre la fin de la période électorale », explique le secrétaire général du syndicat. Chose faite. « Nous étions tolérants et compréhensifs » pendant cette période, mais depuis, « il n'y a **rien de concret** », déplore-t-il.

Des blocages comme seule solution ?

Début avril, 200 syndicalistes se sont réunis, lors d'une assemblée générale. La majorité s'est dite favorable à des blocages au cours du mois à venir. Si les détails de ces mouvements ne sont pas dévoilés, certains secteurs sont déjà identifiés comme particulièrement concernés, ceux de la « **propreté et de l'événementiel** », indique le responsable syndical.

Dans un contexte économique instable, faire la grève suppose des coûts. Guillaume Larose le sait bien, entre la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du prix du carburant « une seule journée de grève a un impact financier pour tout le monde ». Malgré cela, le responsable syndical se montre catégorique : « **il y aura des blocages, c'est certain** ».

« Deux ou trois métiers parmi 90 »

Au centre des revendications : la **reconnaissance des métiers pénibles**. « On m'a demandé de choisir deux ou trois métiers pénibles parmi 90 », s'indigne Guillaume Larose, plaidant pour une prise en compte plus large, notamment pour les agents de la « direction de l'économie locale et événementielle » (DELE).

Parmi les autres revendications, la CGT souhaite une journée fériée pour que les agents musulmans de la ville puissent célébrer **la fête de l'Aïd el-Kébir**. D'autant plus que « les agents de la métropole ont le droit à cette journée d'absence exceptionnelle », explique le responsable syndical.

Le syndicat demande également une négociation sur l'augmentation de la garantie du maintien de salaire, notamment en cas d'arrêt, ainsi que des **aides pour les agents** en incapacité de télétravailler face à la hausse des prix du carburant.

22 mai : vers la fin des tensions ?

Une **rencontre est prévue** entre les syndicalistes et les élus le 22 mai. Selon Guillaume Larose, les réponses apportées jusqu'ici par la municipalité restent « trop vagues », sans calendrier précis, ni garanties concrètes.

De son côté, le cabinet du maire relativise. Il souligne que le CGT de la ville de Rouen dépose régulièrement des préavis de grève « depuis de nombreuses années » et assure que le maire recevra prochainement l'ensemble des organisations syndicales pour échanger sur l'agenda

social 2026-2027.

La future rencontre entre syndicats et élus sera déterminante. Faute d'avancées, la CGT prévient que le préavis de grève pourrait se prolonger. Guillaume Larose affirme que « si le maire reste fermé aux revendications », **la grève sera reconduite au mois suivant.**

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Rouen, des locataires d'une résidence exaspérés par de la prostitution dans un Airbnb : "On se sent démunis"

Yann Rivallan

5-6 minutes

Dans une résidence du centre-ville de Rouen, un logement mis en location sur Airbnb est utilisé pour de la prostitution. Exaspérés, des locataires tirent la sonnette d'alarme.

Sur le même thème

[Airbnb](#)

[Police](#)

[Prostitution](#)



Dans une résidence du centre-ville de Rouen, une dizaine de locataires font face à une recrudescence de la prostitution dans un logement loué sur Airbnb. Malgré des interpellations, le phénomène se poursuit. (©Adobe Stock/Illustration)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 28 avr. 2026 à 7h04

« Ça recommence », s'agace François*. Depuis plusieurs semaines maintenant, sa résidence dans le centre-ville de [Rouen](#) fait face à un phénomène fulgurant. Un des logements de cet îlot accessible depuis la rue Camille-Saint-Saëns, loué régulièrement sur des sites d'hébergements comme **Airbnb**, est devenu un repère pour des activités de [prostitution](#). Et malgré le passage de la police début mars, l'activité

aurait repris au **mois d'avril 2026**.

Un proxénète déjà arrêté en mars

Selon François, un homme et une femme d'origine chinoise ont été **interpellés** dans cette résidence au début du mois de mars. Ils étaient suspectés de se livrer à des activités de prostitution. Quelques jours plus tard, le supposé proxénète était condamné à **six mois de prison** avec maintien en détention et dix mois d'interdiction de résider sur le territoire français, comme le rapportaient [nos confrères de Paris Normandie](#).

Mais le mercredi 15 avril dernier, une **nouvelle jeune femme suspecte** s'installe dans ce logement en location. C'est le seul, parmi les 14 que compte la résidence, à « se trouver au rez-de-chaussée », précise François. Et c'est également le seul à être loué régulièrement via des plateformes d'hébergement comme Airbnb.

La prostitution recommence

Entre le mercredi 15 avril et le samedi 18, François et ses voisins constatent chacun leur tour « de nombreux passages d'hommes ». Mais surtout, le vendredi 17, **la ventouse électromagnétique** qui sécurise la porte d'entrée de la copropriété est « sciée », assure François, preuves à l'appui.



La porte électromagnétique qui sécurisait cette résidence à Rouen a été sciée. Vraisemblablement pour faciliter le passage des clients d'une prostituée. (©Photos transmises par un locataire)

Un moyen de « faciliter l'accès aux clients », analyse-t-il. Depuis, le phénomène prend de l'ampleur. « On a encore eu plein de passage récemment [entre le 20 et le 24 avril, NDLR] », assure le locataire. « **On se sent démuni.** »

Avec plusieurs locataires, ils ont pourtant **alerté leur agence immobilière** et fait appel à la police. Le samedi 18, au lendemain de la dégradation de la porte sécurisée, François assure avoir composé le 17 :

« On m'a dit qu'ils allaient envoyer un équipage. Mais personne n'est venu. »

Le 23 avril dernier, il indique également à *76actu* avoir tenté de faire un signalement de la situation au service de police en charge de la lutte contre le proxénétisme. « Ils m'ont répondu qu'ils avaient beaucoup d'affaires en cours et qu'il fallait plutôt appeler le 17 pour qu'ils les attrapent sur le fait. »

« On a l'impression qu'ils ne nous écoutent pas »

Un manque de solution qui exaspère toute la résidence. « On a l'impression qu'ils ne nous écoutent pas », souffle le locataire. Du côté de l'agence en charge de la copropriété, on lui aurait répondu qu'ils **avaient « les mains liées »**, car ils n'ont aucun pouvoir sur le logement incriminé, détenu par un propriétaire privé.

Sollicitée par notre rédaction, la responsable location de cette agence n'a, pour l'heure, pas répondu à nos questions. François et ses voisins, de leur côté, craignent que **la situation dure encore** un moment.

Surtout, ils craignent de devoir payer de leur poche (dans les charges de copropriété) **la réparation de la ventouse** électromagnétique détruite. Et en attendant, cette résidence installée à deux pas du Théâtre des Arts et qui a déjà connu des épisodes de dégradations par le passé, se retrouve accessible « à n'importe qui », conclut François.

**Le prénom a été modifié*

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Écoles, hôpitaux, logements sociaux : comment votre Livret A finance les projets publics en Seine-Maritime ?

Mathieu Charré

5-7 minutes

L'épargne des Français finance en partie les projets des collectivités territoriales et bailleurs sociaux via la Banque des territoires. Pour quel rôle en Seine-Maritime ?

Sur le même thème

[Epargne](#)

Article réservé aux abonnés



L'épargne populaire des Français est utilisée en partie par la Banque des territoires. (©Illustration Adobe)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 28 avr. 2026 à 8h28

Plus de **1,3 milliard d'euros** prêtés en Normandie, dont plus de 600 millions en [Seine-Maritime](#)... et tout ça avec votre argent ! C'est le bilan de l'année 2025 dressé par la **Banque des territoires**, premier financeur public des collectivités territoriales à l'échelle nationale. On fait le point.

60 % de l'argent du Livret A utilisé

Si vous pensez que votre épargne dort tranquillement sur votre Livret A,

détrompez-vous. En France, la **caisse des dépôts**, institution financière publique créée en 1816, utilise environ 60 % de votre épargne pour **financer les projets des collectivités et des bailleurs sociaux** via une entité : la Banque des territoires.

Concrètement, la Banque des territoires finance, par le prêt ou en investissant, des projets de collectivités territoriales ou d'acteurs du logement social. « Nous sommes là pour accompagner les politiques publiques », précise **Yannick Schimpf**, directeur régional Normandie*, qui précise qu'ils opèrent également en amont du financement des projets, dans leur ingénierie.

Plus de 1,33 milliard d'euros prêtés en Normandie

L'action de cet organisme répond aux besoins de la population au quotidien : se loger, se déplacer, se soigner, bien vieillir... L'argent ainsi investi finance écoles, hôpitaux, réseaux d'assainissement de l'eau, construction ou rénovation de logements sociaux.

On s'adresse à toutes les collectivités, de 500 habitants jusqu'aux métropoles.

En 2025, la branche normande de la Banque des territoires a donc signé 1,33 milliard d'euros de prêts en Normandie, **un bond de 70 %** par rapport à 2024. Une hausse spectaculaire qui s'explique par un cumul de facteurs selon le directeur régional. Le taux de prêt tout d'abord, fixé à celui du Livret A, plus 0,6 %. Soit **un prêt à 2,1 %** en ce moment. À cela s'ajoute la durée des prêts, qui peuvent aller de 15 jusqu'à 60, voire 80 ans.

Autre facteur : **la conjoncture**. « Il y a une politique forte de construction et de réhabilitation de logements sociaux dernièrement, précise Yannick Schimpf. On manque de logements en France. Rajoutez à cela l'enchérissement du foncier et des constructions, et on fait logiquement face à une forte demande. »

On dit qu'on est « contracyclique ». Quand les autres n'interviennent plus on intervient, c'est notre raison d'être. On est un pôle de stabilité, un tiers de confiance.

La Seine-Maritime plus financée que ses voisins

En Seine-Maritime, que disent les chiffres ? En 2025, **327,78 millions d'euros** ont été prêtés au secteur public local, 87 % de cette somme ayant été consacrée à des projets de transformation écologique et énergétique. Un total largement supérieur aux autres départements normands (28 m d'euros dans l'Eure, 164 dans le Calvados, 4 dans l'Orne et 44 dans la Manche).

Dans le logement social, **1 508 nouveaux logements** ont été financés grâce à 182,69 millions d'euros de prêt, ainsi que **2 033 rénovations**

thermiques pour 132,93 millions – là encore bien au-dessus des territoires voisins. La demande serait tout simplement plus forte en Seine-Maritime, avec l'Axe Seine et les deux métropoles rouennaise et havraise.

À Rouen, 10 millions d'euros ont aussi été prêtés pour les bus électriques de la Métropole. Si la [future ligne de tramway](#) voyait le jour, nul doute que la Banque des territoires aurait son rôle à jouer. Au Havre, 140 millions d'euros servent ou ont servi à financer les différentes lignes de tramway.

Des prêts pour les petites communes

Au-delà de ces deux pôles urbains, la Banque des territoires a prêté 130 millions au département pour rénover ses collèges ou la Tour des archives de Rouen. À Darnétal, le **CH Durécu-Lavoisier** à vocation gériatrique a obtenu 16,6 millions de prêts pour réhabiliter son Ehpad, et construire **un nouveau bâtiment de SMR** (Soins Médicaux et de Réadaptation).

Les petites communes ne sont pas en reste, avec des projets scolaires financés à Sotteville-lès-Rouen, Yébleron, Saint-Eustache-la-Forêt... À Yport, la nouvelle station d'épuration a bénéficié d'un prêt de 2,5 millions.

Si les prêts constituent le gros de l'action de la Banque des territoires, elle **investit également en fonds propres**, à hauteur de **18 millions** en 2025 pour le département.

*Yannick Schimpf sera remplacé à la direction régionale Normandie le 4 mai par Nicolas Blanc, et partira dans le Rhône, à Lyon.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Ce centre des Restos du cœur en Seine-Maritime bientôt à la rue ? « Nous sommes très inquiets »

Franck Weber

6-8 minutes

Le centre des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray doit quitter ses locaux d'ici novembre 2027. Une échéance qui suscite de l'inquiétude chez les bénévoles comme chez les bénéficiaires, alors que la recherche d'un nouveau lieu adapté s'annonce complexe.



Par [Franck Weber](#)

Publié: 28 Avril 2026 à 07h02 Temps de lecture: 2 min

C'est l'heure. Les portes des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray s'ouvrent alors qu'à l'extérieur, une poignée de bénéficiaires attendent déjà, sacs en main, ce mardi 27 avril. Devant l'entrée du local de la rue du Moulin, un camion blanc frappé du logo rouge et cœur des Restos stationne le long du trottoir. Un précédent, un fourgon réfrigéré, avait été volé en novembre 2024, et une cagnotte en ligne lancée... Ici, tout le monde s'en souvient. Dans la cour, plusieurs cartons de chaussures ont été disposés dans des bacs : des baskets, des mocassins, des bottes d'hiver. Certains fouillent, comparent, essaient.



Le centre des restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray distribue plus de 600 repas par semaine. - Photo paris Normandie

À l'intérieur, l'atmosphère est bienveillante. Les bénévoles – ils sont quarante-huit en tout – guident les bénéficiaires entre les rayons bien organisés. Ici des boîtes de conserve, là des légumes frais, plus loin de la viande et des produits laitiers. Près du coin bébé, une jeune maman hésite devant le lait infantile, cherche du regard la bénévole qui l'accompagne, demande conseil. Loin de l'image froide d'une file d'attente. Ici, chacun prend le temps qu'il faut.

La précarité limite les déplacements

Dans cette ambiance solidaire, une ombre plane pourtant. Le centre des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray devra quitter ses locaux d'ici novembre 2027. Une échéance qui inquiète Sylvette Vieuxbled, la responsable du site. « *Nous cherchons un local de 350 m², en ville, car la plupart de nos bénéficiaires habitent ici. Sur 300 familles, 200 vivent en ville et viennent à pied* », explique-t-elle à Paris Normandie. Un critère essentiel, tant la précarité limite les déplacements. « *Beaucoup n'ont pas de moyens de locomotion.* »

« Quand nous nous sommes installés, nous avons réalisé 40 000 € de travaux »

Sylvette Vieuxbled, Responsable des restos du cœur à Neufchâtel
Le compte à rebours est lancé. « *Nous avons un bail de 12 ans. Notre propriétaire a choisi de vendre au supermarché d'à côté, qui a un projet d'extension. Nous avons été prévenus il y a un mois* », poursuit Jean-Jacques Duvivier, le responsable adjoint. Depuis, la recherche s'organise, mais les options sont rares. « *Pour l'instant, nous n'avons rien trouvé de comparable en surface et en loyer. Nous payons actuellement 720 € par mois, ce qui est très raisonnable.* »

D'autant plus que les [bénévoles](#) ont largement investi les lieux : « *Quand nous nous sommes installés, nous avons réalisé 40 000 € de travaux nous-mêmes. Tout est aux normes, y compris pour l'accès aux personnes handicapées.* » Un nouveau local impliquerait probablement de nouveaux aménagements, donc du temps et des moyens supplémentaires. « *Il reste peu de temps* », souligne la responsable, tout en saluant le soutien de la municipalité dans les démarches.

Chaque semaine, le centre neufchâtelois distribue 617 repas. Un chiffre qui témoigne de son importance dans ce secteur du pays de Bray, où il est le seul site d'envergure, aux côtés de structures plus modestes à Gailfontaine et Londinières. Chez les bénéficiaires, une certaine inquiétude commence à s'exprimer : « *Ils nous posent des questions, certains se demandent s'il y aura encore des distributions après 2027, s'ils devront aller ailleurs...* » Une perspective inenvisageable pour

beaucoup.

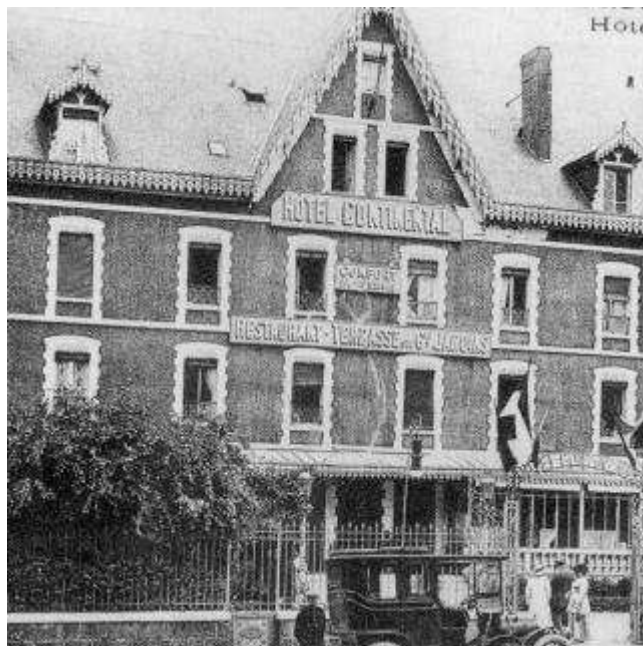
« Il n'y a pas beaucoup d'offres »

Même inquiétude du côté des bénévoles. « *Eux aussi habitent à proximité. Si on s'éloigne, cela deviendra compliqué.* » Face à l'urgence, tout le monde se mobilise, les bénévoles, les bénéficiaires, la municipalité : chacun garde l'œil ouvert, passe le mot, scrute les annonces. « *Mais il n'y a pas beaucoup d'offres disponibles, mais pour nous c'est vital* », résume Sylvette Vieuxbled.

Le compte à rebours a bel et bien démarré. Malgré tout, entre les étagères bien remplies et les échanges chaleureux, la solidarité continue de s'exprimer au quotidien. Avec, en toile de fond, l'espoir de trouver un nouveau toit pour poursuivre, ici aussi, la mission lancée par [Coluche](#) il y a un peu plus de 40 ans.

Distribution : les lundis, mercredi et vendredi de 13 h 45 à 16 h. Tél. 02 32 97 95 65.

Lire aussi



[À Forges-les-Eaux, ce projet fou tombé à l'eau : Le Paradis de la France voulait relancer le tourisme](#)



40 ans de Tchernobyl : les antinucléaires dieppois identifient les « zones d'exclusion » autour des centrales

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-7 minutes

Pour les 40 ans de la catastrophe de Tchernobyl, le collectif antinucléaire dieppois a marqué le coup en posant des panneaux autour des zones à évacuer en cas d'accident nucléaire en région dieppoise.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 27 Avril 2026 à 15h15 Temps de lecture: 2 min

Le collectif antinucléaire de Dieppe, toujours très au fait de l'actualité énergétique en général et du grand chantier de l'EPR2 en particulier, ne pouvait pas passer à côté du triste anniversaire : il y a 40 ans, le 26 avril 1986, un des réacteurs de la centrale de Tchernobyl explosait... « 40 ans après ce funeste jour, nul ne peut honnêtement nier le nombre de personnes décédées ou atteintes de cancers irréversibles, ni les territoires où la vie est devenue impossible », écrivent les militants dans un communiqué.

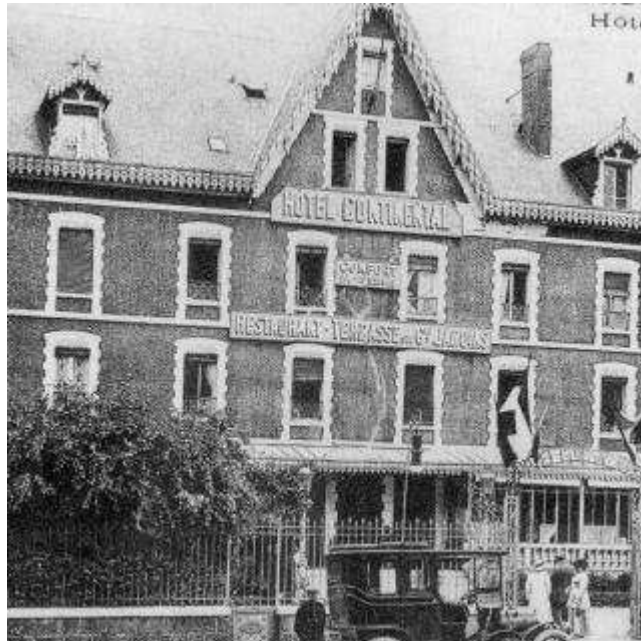
Des panneaux qui devraient être pérennes

Pour l'occasion, « par solidarité avec les victimes (...), la coordination antinucléaire » a organisé des actions symboliques « pour rendre visibles les zones d'exclusion (« zones à évacuer ») qui seraient mises en place autour des centrales françaises en cas d'accident nucléaire ». Ainsi, à l'entrée du périmètre de plusieurs installations nucléaires, les « antinuc » ont « posé des pancartes sous les panneaux d'agglomération où il est noté « Zone à évacuer en cas d'accident nucléaire » ». Une démarche qu'ils souhaiteraient voir pérennisée ; ils ont interpellé le Premier ministre

en ce sens.

« Un accident atomique a de graves conséquences sur la vie des habitants·es des territoires impactés qui se voient obligé·es de tout quitter du jour au lendemain, ainsi que de graves conséquences environnementales, sanitaires et économiques pour des décennies, et même des siècles dans certaines zones (...). Nous n'oublions pas. »

Lire aussi



[À Forges-les-Eaux, ce projet fou tombé à l'eau : Le Paradis de la France voulait relancer le tourisme](#)



[Dieppe : la chapelle Notre-Dame de Bonsecours célèbre son 150e anniversaire](#)



Gruchet-le-Valasse. Après des années d'attente, le projet Omyacolor franchit une étape majeure

Cédric Thomire

~3 minutes

Il ne reste plus que deux tas d'un mélange de mâchefer et de gravats pollués et l'ancien site industriel Omyacolor pourra être entièrement transformé. La commune s'était rendue propriétaire de la friche en 2012, persuadée du potentiel de ce terrain d'1,5 hectare, situé à quelques centaines de mètres du centre-bourg. Une étude du CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement), en 2024, a confirmé la possibilité d'implanter une cinquantaine de logements et de verdir la parcelle.

La rivière : 1^{re} étape de la transformation

La rivière, qui traverse le site dans une canalisation souterraine, va profiter d'un vaste réaménagement. *"La réouverture du cours d'eau en milieu urbain va nous permettre de favoriser le retour de la biodiversité autour de ce milieu aquatique*, se réjouit Roger Hauchecorne, 1^{er} adjoint au maire. *Elle va contribuer à lutter contre les inondations tout en offrant un nouveau cadre paysager conciliant la requalification des berges de la rivière du Commerce et un futur lieu de promenade pour les futurs habitants."* L'AURH (L'Agence d'urbanisme Le Havre - estuaire de la Seine) va être chargée cette année de préciser les possibles aménagements. Ce sont les travaux de réouverture de la rivière et de modification de son tracé, au printemps 2027 (pour un coût de 250 000€), qui vont marquer le début de la transformation de l'ancien site industriel.



Les deux tas de gravats pollués qui restent sur le site vont être évacués

dans la première quinzaine de mai, marquant la fin de l'étape de la déconstruction - Cédric Thomire

A la place d'anciennes usines

Il abritait en 1863 une usine de transformation des métaux, puis entreprise de production de carbone. [De 2002 à 2008, c'est l'entreprise Omyacolor](#), spécialisée dans la production de colles et peintures pour les fournitures scolaires, qui y était implantée. Après le rachat du site en 2012 pour un montant de 30 000€, la commune avait lancé dès 2018 une étude de préféabilité urbaine, technique et financière. En 2019 étaient lancées les études du sol, dans le cadre d'une convention avec l'Etablissement public foncier de Normandie d'un montant maximum de 60 000€. L'EPFN s'est rendu propriétaire du site à l'euro symbolique le 11 octobre 2023, pour le compte de la commune, afin de désamianter et de déconstruire tous les bâtiments.

Avant le vote du budget à Eu : Des finances « sur le fil du rasoir » et un débat sous haute tension

Jérôme Buresi

6-7 minutes

À Eu, le débat d'orientation budgétaire 2026 a mis en lumière des finances fragiles et des divergences profondes entre la nouvelle majorité et ses oppositions.

Sur le même thème

[Budget](#)

[Municipales 2026](#)

[Villes Soeurs](#)

Article réservé aux abonnés



Budget 2026 à Eu : une majorité face à des marges de manœuvre très limitées. ©L'Informateur d'Eu

Par [Jérôme Buresi](#) Publié le 27 avr. 2026 à 20h36

À [Eu](#), en Seine-Maritime, le **vote des budgets** doit intervenir lors de la prochaine réunion du conseil municipal, le mercredi 29 avril, 2026 à 19h15, dans la salle Michel Audiard.

Dans une atmosphère plus apaisée que lors du conseil municipal précédent, le mardi 21 avril ?

C'est face à **deux groupes d'opposition très combatifs** que **Robin**

Devogelaere, le maire a présenté le rapport d'orientation budgétaire 2026. Ce document doit permettre d'engager le débat avant le vote définitif des budgets de la ville.

« Les équilibres sont sur le fil du rasoir », assure la nouvelle équipe municipale d'Eu en parlant de ses finances. La majorité municipale a déploré un manque de trésorerie qui « va nous ralentir au moins pour cette année. Notre objectif est de limiter les dépenses de fonctionnement ».

Des priorités seront dégagées pour les investissements, avec un développement des travaux en interne, par les services techniques. « Nous rechercherons différents modes de financement pour recueillir le maximum de subventions ».

La majorité municipale s'est cependant engagée à ne pas augmenter les taux communaux des impôts locaux.

« **Un nouveau management financier** »

Michel Barbier, maire de 2020 à 2026, aujourd'hui élu d'opposition du groupe La Ville Ensemble, a commenté : « Cela a déjà été notre feuille de route pendant six ans ».

La suite du débat a donc été une longue partie de ping-pong entre la nouvelle majorité municipale et la précédente.

Robin Devogelaere a affirmé : « Nous installons un nouveau management financier sur les conseils de l'administration fiscale. Il s'agit d'anticiper davantage tout en gardant de l'agilité financière, bien que ce budget ne soit pas en totalité celui de cette nouvelle municipalité. Nous travaillons à faire rentrer le pied dans la chaussure, sans faire porter les baisses de dotations de l'État et les choix de nos prédécesseurs sur le dos des habitants ».

Un adjoint aux finances, **Hervé Adam**, est ainsi en place.

Celui-ci a pris la parole en assurant vouloir juste faire un constat honnête sur les finances de la commune. « Nous recherchons toutes les possibilités d'économie. Nous avons rencontré le percepteur, qui nous a fait part de ses préoccupations sur le budget de la ville ».

L'adjoint s'est ainsi permis quelques punchlines imagées :

« Il n'y a pas de beurre, il n'y a pas de pain et nous devons des sous au boulanger »

ou encore :

« Je pensais suivre le chemin de Compostelle avec un sac à dos de 7 à 10 kg. Aujourd'hui, l'engagement que j'ai pris, c'est plutôt de faire une marche commando avec un sac de 30 kg sur le dos ».

« **Nous ne l'avons jamais caché** »

Sébastien Godeman a pris la parole au nom du groupe La Ville Ensemble. « Le débat de ce soir nous ramène tous à la réalité ». Il s'est montré plutôt offensif : « Vous affirmiez publiquement que votre programme était structuré, finançable et surtout prêt. Vos promesses sont difficiles à concilier avec la situation financière de la commune ».

Le conseiller municipal a poursuivi : « Cette situation, nous ne l'avons jamais cachée, nous avons toujours alerté, expliqué, répété que les finances étaient sous tension et les marges limitées, en raison des baisses des dotations de l'État, de l'inflation, de la revalorisation des salaires de nos agents, des incertitudes économiques. Nous y avons fait face pendant 6 ans ».

Il n'est pas facile tous les jours de ne pas faire rêver les Eudois.

Robin Devogelaere a répondu cinglant : « Je n'ai jamais nié les difficultés financières. J'ai juste dit que notre ville était mal gérée. Les choix que vous avez faits sont des choix honnêtes, mais restent des décisions politiques. Il y a eu un **manque d'anticipation** ».

« Peu de traces de vos promesses »

Les deux élus de l'autre groupe d'opposition, Eu Cap sur l'avenir, n'ont pas manqué non plus de prendre la parole.

Stéphane Accard s'est montré sarcastique : « Vous avez un mandat complet pour agir, mais j'ai été étonné de trouver dans ce rapport si peu de traces de vos promesses de campagne. Plusieurs dossiers semblent pour l'instant absents de vos priorités budgétaires ».

Il a notamment interrogé Robin Devogelaere, sur une des mesures phares de son programme : l'annonce de l'arrivée de **nouveaux médecins**.

« Qui sont ces dix médecins ? À quelle date débiteront-ils leur consultation ? Et dans quelle structure exerceront-ils ? Les Eudois attendent des précisions et un calendrier clair ».

Le maire a souligné que ces médecins sont les mêmes qui réfléchissent à [un projet de création d'une maison de santé privée](#), sur les hauteurs de la ville, à côté du futur hôpital et du centre O2S, sur un terrain appartenant actuellement à la communauté de communes des Villes Sœurs. « Nous leur avons proposé notre projet. Ils doivent maintenant décider s'ils souhaitent rejoindre une maison médicale privée ou notre projet de maison médicale publique ».

Ce groupe de professionnels regrouperait des kinés, infirmiers, dentistes, généralistes, un dermatologue. « Si vous souhaitez les rencontrer, nous organiserons une réunion », a assuré le maire.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Face au changement climatique, la Ville de Rouen multiplie les îlots de fraîcheur y compris à l'école

Violaine Gargala

5-6 minutes

Largement entamée au cours du premier mandat, la municipalité de Rouen poursuit la renaturation des cours d'écoles. Le béton laisse place à la végétalisation pour réduire les effets de la chaleur.



Fini le béton ! Dans la cour de l'école des Sapins, des espaces naturels viennent d'être créés. - Paris Normandie - Stéphanie Péron Clément



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 27 Avril 2026 à 19h00 Temps de lecture: 2 min

Retirer le béton au profit de la végétation. Voilà l'une des clés pour faire face aux fortes températures. La Ville de Rouen a une politique de création d'îlots de fraîcheur en ville et [dans les écoles](#), entamée lors du mandat précédent. Les cours de 44 établissements ont déjà été renaturées durant le mandat précédent et elles le seront quasiment toutes d'ici la fin de l'été.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'eau vers les nappes

S'il faut encore un peu de patience pour voir les arbres projeter leur ombre, la végétation apporte déjà un peu de fraîcheur. Là où, avant, le béton réfléchissait la chaleur. « *En tout 4 hectares ont été déminéralisés. Car l'objectif est aussi de permettre aux eaux pluviales de rejoindre les nappes phréatiques* », relève Jean-Michel Bérégovoy, deuxième adjoint à la Ville de Rouen chargé, entre autres, de la ville en résilience, la transition et la rénovation énergétique, la transition climatique, l'adaptation. Et de montrer les aménagements créés à l'école Guy-de-Maupassant, dans le quartier des Sapins, où la végétation prend progressivement sa place.

Ce « *geste pour la planète améliore aussi l'aspect des écoles et l'ambiance dans la cour* », affirme l' élu, professeur dans cette école des Hauts de Rouen. En repoussant les terrains de sport à l'extrémité et en créant de nouveaux espaces, notamment, celle-ci est plus apaisée et favorise la mixité filles-garçons.

Une canopée urbaine qui séduit

Le coût total de ces aménagements s'élève pour le premier mandat à 14,5 M€. Des espaces qui profitent à tous en cas de canicule. Ces jours-là, les cours sont ouvertes pour devenir des « *zones refuges* ». Ces dernières ne doivent pas se limiter aux établissements scolaires. La municipalité s'attaque aussi aux [îlots de chaleur](#) en ville.

À l'image de la canopée urbaine qui a vu le jour en 2024 allée Eugène-Delacroix et a largement [trouvé ses utilisateurs](#). « *L'objectif est de multiplier les îlots de fraîcheur et créer une trame verte* ». Plusieurs projets vont voir le jour pendant le prochain mandat dont un, place du Boulingrin.

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boîte mail [en cliquant ici](#)

Lire aussi



Près de Rouen, le chantier de cette mairie suspendu après la découverte de nouveaux dégâts

Robin Rioult

5-6 minutes

Mauvaise surprise pour la commune de Saint-Jacques-sur-Darnétal : le chantier de rénovation de la mairie est à l'arrêt depuis plusieurs semaines. En cause, des dégâts bien plus importants que prévu.



Le maire, Frédéric Delaunay, et la conseillère municipale Fabienne Hebert devant la mairie en chantier. - Paris Normandie



Par Robin Rioult

Publié: 27 Avril 2026 à 19h32 Temps de lecture: 2 min

Malheureusement, tout ne se passe pas comme prévu sur le chantier de rénovation de la mairie « *château* » de Saint-Jacques-sur-Darnétal. Lundi 20 avril 2026, à 16h33, la municipalité a transmis de mauvaises nouvelles via ses réseaux sociaux. « *Le chantier de la mairie est arrêté depuis quelques semaines* », annonce sobrement l'institution, avant de détailler

la situation plus bas.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des fuites aux conséquences désastreuses

« On s'est rendu compte que la poutre qui porte la charpente est soit pourrie, soit sérieusement attaquée par des champignons parasites, explique [le maire, Frédéric Delaunay](#). Il avait été convenu de réaliser des travaux de couverture, et c'est là que la catastrophe est apparue au grand jour. Le zinc de la toiture était très abîmé. Le chéneau fuyait, l'eau pouvait s'infiltrer. » En conséquence, le fronton menace de s'effondrer.

Est-ce qu'on peut étendre le chantier ? Va-t-on devoir relancer un marché public ? À quel point allons-nous devoir refaire le fronton ?

Fabienne Hébert, Conseillère municipale adjointe aux travaux et l'urbanisme

De quoi mettre un sérieux coup de pied dans les plans de la municipalité. Lancé en novembre 2025, [le chantier de la mairie](#) avait pour but de consolider un mur de façade s'arrondissant dangereusement. Il devait se terminer en avril 2026. Coût estimé : environ 470 000 euros.

« On devait en finir maintenant, mais on commence à peine en gros », résume le maire. La nouvelle échéance ? Rien ne peut être affirmé avec certitude, « mais nous n'en aurons pas fini avant septembre de cette année, au minimum ».

Plus de questions que de réponses

Autre incertitude : le coût du chantier. Tous les diagnostics n'ont pas encore été réalisés. « On ne va pas parler dans le vide, on ne sait pas », tranche la conseillère adjointe aux travaux et l'urbanisme, Fabienne Hébert. « Est-ce qu'on peut étendre le chantier ? Va-t-on devoir relancer un marché public ? À quel point allons-nous devoir refaire le fronton ? Il va falloir se renseigner et étudier ces questions. » Dans les prochains mois, un nouveau vote du conseil municipal à ce sujet est presque garanti. Mais Fabienne Hébert l'assume : « Hors de question de dénaturer le bâtiment ! Il est très beau et il a un vrai intérêt patrimonial. »

En attendant, les services municipaux vont continuer [d'occuper la maison des associations](#). « Nous avons prévu des travaux conséquents, confirme le maire, soulagé. Au moins les employés ne sont pas dans des bungalows. » Reste qu'ils devront attendre un moment avant de retrouver leur bâtiment.

Lire aussi



Téléphone au volant. Suspension immédiate du permis dans certains départements : la Seine-Maritime est-elle concernée ?

Adrien Verger

3-4 minutes

C'est une petite révolution dans le Code de la route qui prend effet ce vendredi 1^{er} mai. Si l'usage du téléphone au volant est déjà lourdement sanctionné, certains départements français passent à la vitesse supérieure avec la suspension immédiate du permis de conduire. La Seine-Maritime fait-elle partie de la liste ? On fait le point sur cette mesure qui vise à renforcer la sécurité de tous.

- **A lire aussi.** [Téléphone au volant : le contrôle vire à la garde à vue](#)

La Seine-Maritime est-elle concernée ?

Pour l'heure, la mesure de suspension immédiate ne concerne que quatre départements tests : le **Pas-de-Calais**, le **Lot-et-Garonne**, les **Landes** et la **Charente-Maritime**. Nos routes de Seine-Maritime et du pays de Caux ne sont donc pas encore soumises à cette sévérité automatique à partir du 1^{er} mai.

Toutefois, la vigilance reste de mise, car la loi nationale prévoit déjà des sanctions très fermes sur l'ensemble du territoire pour les conducteurs distraits par leurs écrans.

A partir du 1^{er} mai, la suspension de permis sera immédiate si vous utilisez le téléphone au volant dans certains départements : le Pas-de-Calais, le Lot-et-Garonne, les Landes et la Charente-Maritime. ✖
Chaque année, le téléphone est à l'origine de nombreux accidents graves et... pic.twitter.com/pHqxKzmC13

— Police nationale (@PoliceNationale) [April 26, 2026](#)

Un risque d'accident multiplié par 3

Chaque année, le téléphone est à l'origine de nombreux accidents graves sur nos routes départementales. En détournant le regard et l'attention, il **multiplie par 3 le risque d'accident**. Sur la route, chaque seconde compte et il est indispensable d'être en capacité de réagir au plus vite face à un imprévu, qu'il s'agisse d'un piéton ou d'un changement de trajectoire d'un autre véhicule.

Ce que dit la loi (et ce qui vous en coûte)

L'usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation est strictement interdit. Mais attention, la règle va plus loin :

- **Dispositifs audio** : le port à l'oreille de tout dispositif susceptible d'émettre du son (écouteurs, oreillettes, casques) est également interdit. Seuls les appareils électroniques correcteurs de surdité font exception à cette règle.
- **Sanctions financières** : contrevenir à ces dispositions est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe (soit une amende forfaitaire de 135€).
- **Risque pour le permis** : au-delà de l'amende et du retrait de points, tout conducteur coupable de cette infraction encourt une peine complémentaire de suspension du permis de conduire pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans. Cette suspension peut, dans certains cas, être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle.

Solidarité paysans 76. "84% des aidés ont moins que le SMIC pour vivre"

Ghislain Annetta

3-4 minutes

Jusqu'en 2005, Solidarité paysans 76 portait le nom de "SOS agriculteurs en difficulté 76". Ce qui résume l'action de son équipe de 26 bénévoles et 3 salariés. Comme les responsables l'ont expliqué jeudi 23 avril, lors de l'assemblée générale à Bourdainville, près de Yerville, autour du président Jean-Joseph Roussignol et du trésorier Jean-Luc Duclos, *"accompagner consiste à se tenir aux côtés de la personne"*. En 2025, l'association en a suivi 169, correspondant à 160 exploitations. Les fermes sont réparties sur l'ensemble du département. Toutefois, la présence est plus marquée dans la vallée de la Seine et le pays de Bray. *"Cela reflète notre paysage agricole"*, remarque la coordinatrice, Hélène Méline.

"60% ont plus de 55 ans"

C'est elle qui a présenté le rapport d'activité. Elle a précisé : *"60% des personnes accompagnées ont plus de 55 ans"*. C'est d'ailleurs pourquoi cette assemblée générale était placée sous le thème de la transmission et des retraites. A ce propos, l'association aide des paysans ou paysannes ayant dépassé l'âge de la retraite. Ce qui montre que cette dernière n'est pas nécessairement une issue face aux difficultés. Dans les effectifs des professionnels suivis, 5% ont moins de 35 ans. *"Ce n'est pas négligeable. Accompagner quelqu'un qui vient de s'installer, cela pose question"*.

80% des personnes épaulées sont des hommes pour 20% de femmes. Les appels de 2025 laissent apparaître une tendance un peu différente. 38% des sollicitations émanaient, l'an passé, d'agricultrices. Pourquoi se tournent-ils ou elles vers Solidarité paysans ? A cause d'une *"charge administrative importante"*, d'une *"conjoncture défavorable (prix, climat, marché, etc.)"*, de *"dettes difficiles à rembourser"* et/ou *"de difficultés relationnelles avec les proches ou dans les relations professionnelles"*.

"En 2025, les nouveaux appels concernent une part importante d'exploitations laitières"

Trois exploitations suivies sur quatre font de l'élevage. *"En 2025, les nouveaux appels concernent des productions variées avec une part importante d'exploitations laitières malgré un contexte de prix élevés. Les difficultés rencontrées relèvent davantage de problématiques de santé et de surcharge de travail"*, a analysé Hélène Méline. L'agriculture

biologique et la vente directe rassemblent l'une comme l'autre 8 % des accompagnements. Toutefois, les requêtes 2025 concernent pour 21 % la première filière et 32 % la seconde. C'est la confirmation du ralentissement observé après la dynamique portée par la période Covid.

Parmi les personnes suivies, *"84% ont moins d'un SMIC pour vivre"*, a souligné la coordinatrice. 63% des exploitations présentent même un revenu disponible négatif. Préoccupant !

"La parano ne partira pas avant longtemps" : ces agriculteurs victimes d'une série d'incendies criminels peine

Medhi Weber

6-8 minutes

Dans le pays de Caux, un nouvel incendie sur une exploitation agricole est survenu ce dimanche 26 avril 2026. Même si l'origine est cette fois accidentelle, l'incident a immédiatement ravivé le spectre de cette série noire criminelle entre 2023 et 2025. Les 11 exploitants touchés attendent désormais beaucoup du procès du pyromane présumé, le 12 mai prochain.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

En fin de soirée ce dimanche 26 avril, six engins de sapeurs-pompiers et trois lances à incendie sont à pied d'œuvre sur un petit hangar agricole de Mesnil-Panneville, près de Pavilly.

Mais au fur et à mesure qu'ils éteignent les flammes sur ce bâtiment à bois de 60m², ils ravivent aussi un bien mauvais souvenir : celui de cette série noire d'incendies criminels sur des exploitations agricoles du pays de Caux, entre fin 2023 et début 2025.

D'autant plus qu'un autre départ de feu a été signalé dans la nuit du 15 au 16 février dernier à Bacqueville-en-Caux, à l'épicentre de la zone concernée par les incendies criminels.

Pour les deux événements, l'origine n'est pas criminelle : "*un bête accident de soudure*", nous explique la mairie de Mesnil-Panneville.

Mais la tension est bien là. "*Tout de suite, dès qu'on entend parler d'incendie, on a peur*", raconte Alexandre Dartyge, agriculteur près de Bacqueville-en-Caux, et représentant FNSEA pour le pays de Caux.

"*Toute cette histoire a été traumatisante pour les gens de la région*", raconte celui qui a soutenu tous les exploitants pendant cette crise sans

précédent qui a touché le cœur du pays de Caux, avec 11 incendies dans un périmètre d'une dizaine de kilomètres.

[Dimanche 16 mars 2025, un nouvel incendie a ravagé un hangar agricole à Auffay, près de Dieppe. 35 bovins ont péri dans les flammes. • © FTV](#)

Une plaie qui n'est toujours pas refermée pour Marine Legrand, agricultrice à Tôtes, victime d'un incendie criminel en février 2025.

"Quand vous voyez votre exploitation partir en fumée sous vos yeux, c'est difficile de s'en remettre", glisse la jeune maman d'une petite fille de 15 mois (à peine deux mois au moment des faits).

"Qui se donne le droit de briser des familles comme ça ?, s'insurge l'exploitante. Mon conjoint n'en dort plus la nuit."

Le couple se dit épuisé, car ils doivent cumuler un emploi à l'extérieur de la ferme en plus de la reconstruction de l'exploitation, toujours pas terminée plus d'un an après l'incendie.

"Probablement à cause des eaux utilisées pour éteindre les flammes, nos sols sont désormais imbibés. Nous allons devoir les traiter à la chaux pour les rendre à nouveau constructibles. Résultat : 40 000 euros à rajouter à une facture déjà bien salée", explique Marine Legrand, révoltée.

Alors que l'addition se chiffrerait selon elle en centaines de milliers d'euros, si l'on prend en compte les pertes sèches et le manque à gagner.

Ce chiffrage, elle a commencé à travailler sérieusement dessus avec son avocate Maître Rose-Marie Capitaine en vue d'un procès crucial : celui de Steve D., le pyromane présumé de plusieurs des 11 exploitations touchées par ces incendies criminels entre 2023 et 2025.

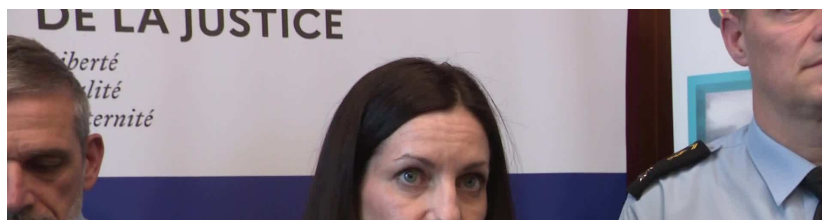
L'audience doit avoir lieu au tribunal de Dieppe, le 12 mai prochain. *"On nous a dit qu'on allait avoir le droit à la parole en tant que victimes. Autant vous dire que je vais la prendre",* affirme avec détermination la jeune femme.

Nous on le connaissait même pas ce mec-là. Alors qu'est ce qui justifie qu'il ait fait ça ? On attend des réponses et on espère que la justice sera exemplaire.

Marine Legrand, agricultrice victime d'un incendie criminel

L'homme de 53 ans, un habitant de Bacqueville-en-Caux, a été interpellé et incarcéré au printemps dernier. Il encourt jusqu'à 10 ans de prison.

durée de la vidéo : 00h00mn31s





La procureure de la République de Dieppe, Marion Meunier, a annoncé le 26 mars 2025, l'interpellation d'un homme de 52 ans dans l'enquête sur les incendies de hangars agricoles au pays de Caux. • ©G. Archiapati/ C. Heudes/ France Télévisions

"Pour nous, ce n'est pas suffisant vu les dégâts qu'il a faits, souligne Marine Legrand. Mes beaux-parents se sont tués à la tâche pendant 40 ans, pour que tout ça soit réduit à néant en une nuit de malheur. Il ne faut pas que ce geste soit banalisé. La Justice doit rendre une décision qui dissuadera d'autres personnes de passer à l'acte."

Au cœur de ce procès, il y a aura donc 11 familles touchées par ces incendies criminels. Reste à savoir combien de ces méfaits le pyromane reconnaîtra. Selon nos informations, il aurait à ce jour avoué être responsable de 8 de ces départs de feu. Mais quid des autres exploitations ?

Et puis il y a les dommages psychologiques causés à toute une profession dans le pays de Caux. *"Quand vous sentez l'odeur de bétail carbonisé dans l'exploitation voisine à la vôtre, ça fait froid dans le dos"*, raconte Marine Legrand.

Et cette psychose collective qui a duré de nombreux mois, alors que les incendies se sont étalés sur près d'un an et demi. *"Dès qu'on croisait quelqu'un dans la rue, on se demandait qui ça pouvait être, qui on avait bien pu froisser. Cette parano ne partira pas avant longtemps."*

Comme elle, des dizaines d'exploitants agricoles de la zone ont investi dans des caméras. Une opération qui se chiffre souvent en milliers d'euros, sans compter les abonnements facturés par les prestataires de vidéosurveillance. Mais tout est bon pour dissuader d'éventuels nouveaux actes pyromanes. *"Ça ne peut pas recommencer. C'est juste impossible. On ne le supporterait pas"*, conclut l'agricultrice.

L'audience se tiendra donc le 12 mai prochain, et en cas de condamnation pénale, une procédure au civil pourrait être entamée pour que ces 11 familles puissent demander réparation. Une manière d'arriver, lentement mais sûrement, sur le chemin de la résilience.

Changement climatique : en Normandie, « l'agriculture s'adapte au fur et à mesure »

Violaine Gargala

5-6 minutes

Températures plus élevées, épisodes de pluie plus violents... Chaque année, les agriculteurs observent le changement climatique et ses conséquences sur leurs exploitations.



Les récoltes se font de plus en plus tôt en raison des températures plus élevées. - Photo archives Paris Normandie - Boris Maslard



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 27 Avril 2026 à 19h00 Temps de lecture: 1 min

Isabelle Diomard est manager de projets climat pour les chambres d'agriculture de Normandie. Elle fait le point sur l'adaptation de l'agriculture face au changement climatique.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Quelle est la plus grosse problématique à laquelle les agriculteurs normands sont d'ores et déjà confrontés ?

« Il y a beaucoup de problèmes, même en Normandie. Le premier effet le plus important est lié aux températures plus élevées, qui accélèrent la croissance, et qui causent des dégâts sur les plantes et les animaux. On le voit notamment sur [les vaches laitières](#), sensibles. Il y a aussi une accélération [des sécheresses](#). Il y a une nuance importante entre la frange maritime, 30-50 km des côtes, moins touché et le sud de l'Eure, plus impactée. On voit aussi des extrêmes de pluie notamment à l'automne ce qui complique les semis d'hiver comme le blé. Il y a aussi des épisodes de grêle qui font beaucoup de dégâts. »



Les températures plus élevées provoquent régulièrement des dégâts sur les cultures, constate Isabelle Diomard. - Photo Isabelle Diomard

Comment l'agriculture s'adapte-t-elle ?

« Elle s'adapte au fur et à mesure. De nouvelles cultures qui demandent des températures plus élevées, qui résistent mieux, sont testées. On voit ainsi plus fréquemment le tournesol dans la région. La [culture du sorgho](#) est plus difficile à cause de la variabilité de la météo. Il faut aussi une diversification dans les prairies des espèces qui ont une sensibilité au stress différente, afin de mieux passer les périodes délicates. Ce qui est vrai partout c'est l'intérêt de travailler sur le sol et le couvrir avec des

cultures intermédiaires pour le protéger contre les températures élevées. Concernant l'eau, des réflexions sont menées avec une tendance à développer l'irrigation notamment en pommes de terre. »

Et concernant l'élevage ?

« Il faut adapter les bâtiments. Ce qui est bien pris en compte par les éleveurs de vaches laitières. Il faut faire attention à l'abreuvement. Il y a aussi des ombrages par les arbres, il y a notamment des pionniers dans l'Eure en agroforesterie. Par ailleurs, dans ce département, et en Seine-Maritime une quinzaine d'agriculteurs participent à un programme d'adaptation au changement climatique et réfléchissent à des changements à faire dans les exploitations. »

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boîte mail [en cliquant ici](#)

Lire aussi



[Dans le bureau de Karine Bourguignon, directrice générale du Crédit Agricole Normandie Seine](#)



Vaches Normande : bientôt le point sur le cheptel

Philippe Dufresne

~4 minutes

Depuis 2023, la Région veut renforcer la présence de vaches normandes en Normandie. Des incitations financières avaient été proposées alors.



La région a-t-elle trouvé la formule magique pour doper les cheptel de vaches normandes ? - Stéphanie Péron / Paris Normandie



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 27 Avril 2026 à 15h38 Temps de lecture: 1 min

La Normande a-t-elle réussi à faire de l'ombre à la Prim'Holstein dans les exploitations laitières de Normandie ? C'est ce qu'espèrent bien le président Hervé Morin et ses collègues après l'annonce en 2023 de mesures incitatives [pour « normandiser » le cheptel](#).

Net recul en dix ans

La Région doit faire un point d'étape mardi 28 avril 2026 pour mesurer les avancées. Emblème de la Normandie, la vache normande a connu ces dernières décennies, un recul préoccupant de ses effectifs. À l'échelle nationale, le cheptel a diminué de 35 % en dix ans. Cette érosion se

traduit par une perte annuelle estimée entre 11 000 et 13 000 bovins, toutes exploitations confondues (source SPIE BDNI 2025 pour 1000 têtes).

Si le sujet peut faire sourire, force est de constater que la baisse du cheptel normand est la plus marquée parmi l'ensemble des races bovines françaises. La Région Normandie a fait de la normandisation des cheptels un axe fort de sa politique agricole, avec pour objectif principal d'augmenter la proportion d'animaux de race normande au sein des élevages régionaux. La question est de savoir si les incitations, y compris financières, ont été suffisantes.

Lire aussi



[Que va devenir la brasserie Union-B à Malaunay passé son sursis jusqu'en 2027 ?](#)



[Près de Rouen, le chantier de cette mairie suspendu après la découverte](#)

Le château d'Eu labellisé «Patrimoine de la diplomatie»

Chloé Guerout

2-3 minutes

En bref

Le Château d'Eu, en Seine-Maritime, rejoint 15 sites distingués par l'État pour leur rôle dans l'histoire diplomatique française, dans le cadre de la présidence du G7.



© Archives Aletheia Press / B.Delabre

Publié le 27 avril 2026 - Mis à jour le 27 avril 2026

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a dévoilé une liste de quinze sites labellisés «Patrimoine de la diplomatie» pour 2026. Cette initiative vise à valoriser des lieux ayant accueilli des événements diplomatiques majeurs sur l'ensemble du territoire.

En Normandie, le Château d'Eu est le seul site retenu. Il doit cette reconnaissance à un épisode marquant de 1843 : la rencontre entre la reine d'Angleterre Victoria, le prince Albert et le roi Louis-Philippe. Cette visite, accueillie par la reine Marie-Amélie, est considérée comme une première «*entente cordiale*» entre la France et le Royaume-Uni. Elle illustre le rôle des relations personnelles dans la diplomatie du XIX^e siècle.

Sélectionnés avec l'appui d'un comité composé de diplomates et d'historiens, ces sites illustrent «*la diversité des territoires, des périodes et des formes de diplomatie conduites par la France*».

Le Château d'Eu labellisé « Patrimoine de la diplomatie » !

Jacques-Olivier Gasly

~2 minutes

Le Château d'Eu reçoit le label du « Patrimoine de la diplomatie », attribué par le ministre des Affaires étrangères

Dans le cadre de la présidence française du G7, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a dévoilé les quinze sites désignés « Patrimoine de la diplomatie » à travers l'ensemble du territoire pour l'année 2026.

« Patrimoine de la diplomatie » vise à distinguer sur l'ensemble du territoire national des sites remarquables ayant été le cadre d'événements diplomatiques au cours de l'histoire. Le choix de ces quinze premiers sites a été réalisé avec l'assistance d'un comité éditorial composé de diplomates et d'historiens. De nouveaux sites seront distingués chaque année. Ces choix refléteront la diversité des territoires, des périodes et de toutes les formes de diplomatie conduites par la France au fil des siècles.

En Normandie, un site a été labellisé du fait de son histoire marquée par une visite royale en 1843 : le Château d'Eu. En effet, le château a accueilli la réception de la reine d'Angleterre Victoria et du prince consort Albert par le roi Louis-Philippe et la reine Marie-Amélie en 1843. Cette visite est considérée comme une première « entente cordiale », illustrative du rôle des relations personnelles et familiales dans la diplomatie.

« Un attachement familial à ce patrimoine » : en Normandie, les clos-masures font l'objet d'une attention particulière

Natalie DESSE

10-12 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Amoureux de ces lieux uniques en Normandie, des passionnés sauvegardent les clos-masures, fermes typiques et derniers témoins de la vie rurale en pays de Caux.

«Je m'étais toujours dit : si j'ouvre quelque chose, ce sera ici !» Jean-Charles Vautier vous accueille dans la ferme L'Hermière, au cœur du pays de Caux, entre Le Havre et Étretat, dans la commune d'Hermeville (Seine-Maritime). Au milieu d'une vaste cour arborée bordée de talus planté de charme, de hêtres et de chênes, une maison à colombages habillée de silex noirs et pierre de Caen datant du XVI^e siècle. À côté, quelques bâtiments en briques rouges, des pommiers et, un peu plus loin, une grande mare : il s'agit bien d'un clos-masure. Cette structure de ferme héritée du XII^e siècle, module de base de l'habitat rural traditionnel est emblématique du pays de Caux. Et unique en France.

Ici, l'histoire familiale remonte à 1913, quand la famille a commencé à y exploiter les terres agricoles. Après un BTS hôtellerie-restauration et dix ans entre Paris, le Sud et Le Havre, Jean-Charles Vautier est revenu aux sources : il a décidé d'y ouvrir un restaurant et un gîte dans la ferme du XVI^e siècle, «par attachement à ce patrimoine où je suis né». Certes, le manège pour le battage des céréales et le four à pain ont disparu mais le cellier-pressoir, l'étable, l'écurie et la grange ont été entretenus et restaurés avec des années de travaux. Ils sont désormais affectés à de nouveaux usages, comme l'ancien poulailler devenu laboratoire de cuisine ou le cellier, habitation des parents. Et Jean-Charles Vautier, à 52 ans, «aime partager l'histoire du lieu avec les clients, curieux de connaître ce patrimoine». D'autant que ce clos-masure de quatre hectares a été récemment qualifié de «remarquable» par l'Agence d'urbanisme de la région havraise (AURH), pour sa «valeur exceptionnelle».

Lire aussi : [TÉMOIGNAGE. En Normandie, le château de Médavy retenu au Loto du patrimoine](#) : « C'est la France qui est derrière nous »





La grange a été construite en brique ancienne de type Saint-Jean. |
OUEST-FRANCE

Car si [la démarche entreprise en 2013 par le Département de Seine-Maritime d'inscrire ces entités paysagères au patrimoine mondial Unesco n'a pas abouti](#), retoquée fin 2022, elle a éveillé l'intérêt pour ce patrimoine en voie de disparition et le souhait de le préserver. Depuis une dizaine d'années, des ouvrages, paraissent, des études et inventaires sont menés, des visites organisées et le Département subventionne des travaux : entre 2018 et juillet 2023, près de 350 000 € ont été accordés à des propriétaires de clos-masures pour les aider à restaurer des bâtiments agricoles et à préserver le patrimoine naturel. Des subventions sont aussi attribuées au titre de l'animation du patrimoine : 11 500 € en 2025.

Lire aussi : [REPORTAGE. En Normandie, les clos-masures seront-ils inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco ?](#)

Plus récemment, le premier plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé en février 2026 par la Communauté urbaine (CU) Le Havre Seine Métropole a inclus un volet spécifique «clos-masure». À la clé, des prescriptions et recommandations visant «un équilibre subtil entre la sauvegarde de l'esprit des lieux et l'adaptation aux besoins contemporains». Car face aux «évolutions des pratiques agricoles et aux pressions foncières, ce patrimoine exceptionnel est aujourd'hui fragile et nécessite une attention particulière», note le PLUi.

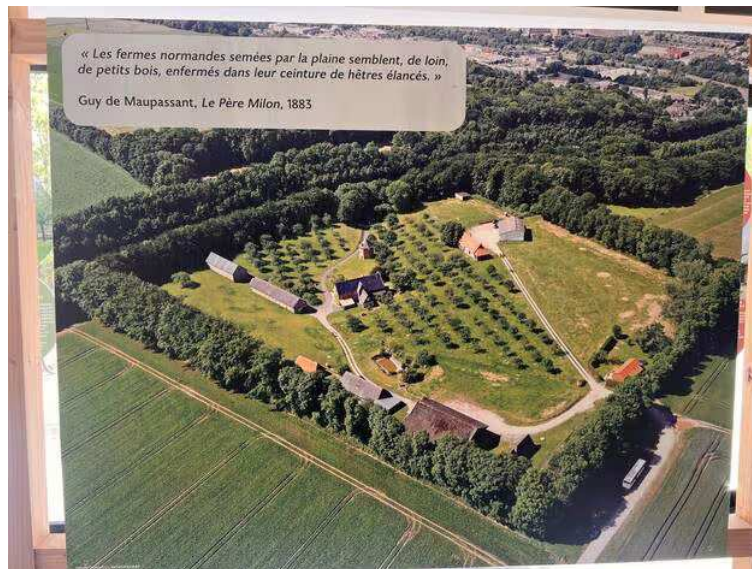


La mare a une fonction hydraulique importante. Ici, un curage a été nécessaire. | OUEST-FRANCE

1 000 recensés aujourd'hui

L'AURH a pour cela recensé ce «patrimoine agricole exceptionnel et spécifique au pays de Caux». On en dénombre environ 1 000 aujourd'hui, sur le territoire de la CU contre 2 500 en 1850 ou encore 1970 en 1950. Parmi eux, 3 % sont qualifiés de «remarquables», 35 % sont dégradés, 22 % ont quasiment disparu. Or, pour Eric Piard, architecte au Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) de Seine-Maritime qui a édité un guide d'entretien, les clos-masures avec leur organisation spatiale et morphologie si particulières «remplissent des fonctions essentielles, agricoles, résidentielles et écologiques, au-delà de la dimension ferme traditionnelle du pays cauchois».

Lire aussi : [Listes des édifices, aides régionales : la Normandie fait la promotion de son patrimoine sur le web](#)



L'exposition à la Maison du patrimoine du Havre (Seine-Maritime) présente historique et témoignages autour du clos-masure. | OUEST-FRANCE

Ainsi, les haies jouant un rôle de brise-vent sur le plateau, le microclimat à l'intérieur favorise la biodiversité, les talus jouent un rôle hydraulique, limitant les ruissellements... Au Havre, Karine Chevallier, des Cueilleurs d'histoires, a recueilli des témoignages de cinq familles de passionnés qui maintiennent les sites en état, exposés jusqu'au 7 juin 2026 à la Maison du patrimoine : tous, comme la famille Vautier, «amoureux de la pierre et du patrimoine et soucieux de la transmission».

Aumale/Blangy : Xavier Duval est le nouveau président de la communauté de communes : « Rigueur et écoute »

Paris Normandie

5-6 minutes

Xavier Duval, le maire de Bouillancourt-en-Séry, a pris la présidence de la communauté de communes interrégionale Aumale – Blangy-sur-Bresle. La collectivité comprend 34 communes en Seine-Maritime et dix dans la Somme.



Président de la CCIABB, maire et professeur au lycée Anguier (EU)
Xavier Duval rassure « je ne vais pénaliser mes élèves, je suis un bourreau de travail »



Par la rédaction

Publié: 27 Avril 2026 à 13h24 Temps de lecture: 2 min

Lors de son investiture, Xavier Duval a salué les 37 années de Christian Roussel à la tête d'un organisme intercommunal. « *Être président d'une communauté de communes demande à la fois de la rigueur, de l'écoute*

et un sens profond de l'intérêt général, des qualités que mon prédécesseur incarnait avec constance », a souligné le nouveau président.

À ses côtés vont œuvrer huit vice-présidents qui sont les maires de Campneuseville Patrick Outrebon, Valérie Garraud pour Blangy-sur-Bresle, François Sellier pour [Aumale](#), Jean-Jacques Nantois pour Martainneville, Jean-Claude Quénot pour Monchaux-Soreng, Ludovic Julien pour Saint-Riquier-En Rivière, Nicolas Plé pour Vismes Au Val et Virginie Corroy pour Morienne. Le bureau de la CCIABB se compose également de 14 membres élus, soit 23 membres au total. L'assemblée délibérante totalise 58 délégués.

(« Parler d'avenir c'est parler d'attractivité »

Xavier Duval, Président

Fraîchement élu, Xavier Duval est déjà à pied d'œuvre pour assurer la continuité de service et d'investissement du précédent conseil communautaire en assurant avec son équipe des actions tournées vers l'avenir. *« Parler d'avenir c'est parler d'attractivité, de la capacité collective à faire vivre, développer et valoriser le territoire ».*

Les élus de l'intercommunalité devront aussi multiplier les actions en faveur de l'attractivité, accompagner les entreprises, accueillir de nouveaux habitants. Afin de construire un territoire dynamique, équilibré, les équipes devront non seulement accueillir des entreprises mais aussi les retenir. La zone d'activités de la Gargatte à Blangy n'accueille pour le moment que les activités de Waltersperger alors que la zone a 8 terrains à vendre.

Des rencontres avec des chefs d'entreprise sont prévues. À l'échelle du territoire les entreprises industrielles représentent un petit pourcentage : 12 % et 48 % de l'effectif de salariés, les agriculteurs 15 % et les commerçants et artisans totalisent 42 % de l'activité.

« Il faut les accompagner dans la transmission et la reprise »

Pour ces derniers un accompagnement de 5 entreprises a été validé avec la chambre des métiers et de l'artisanat et 3 sont en cours. *« Il faut les accompagner dans la transmission et la reprise »*, car 25 % ont plus de 50 ans.

Un travail avec les élus et entrepreneurs sur les développements stratégiques sera primordial, assure Xavier Duval.

Lire aussi



Soixante lits, une agora, un accueil de jour: des travaux pour moderniser le site de l'hôpital gériatrique de Darnétal

3-4 minutes

Le centre hospitalier Durécu-Lavoisier de Darnétal se lance dans des travaux de grande ampleur pour moderniser son site. © Radio France - Bradley De Souza

Diffusé le mardi 28 avril 2026 à 6:31

Publié le mardi 28 avril 2026 à 6:31

Des travaux de grande ampleur ont commencé début avril 2026 pour moderniser le site de l'hôpital gériatrique de Darnétal près de Rouen. Ils sont estimés à 25 millions d'euros. Un nouveau bâtiment va sortir de terre et sera opérationnel fin 2027.

Des travaux de grande ampleur ont commencé début avril 2026 pour moderniser le site de l'hôpital gériatrique de Darnétal près de Rouen. Ils sont estimés à 25 millions d'euros. Un nouveau bâtiment va sortir de terre et sera opérationnel fin 2027.

- [Darnétal](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Le centre hospitalier de Darnétal fait peau neuve

Le 28/04/2026

Fibre Excellence placé en redressement judiciaire

Le 28/04/2026

Fronde des parents d'élèves contre la fermeture projetée d'une classe à Houppeville près de Rouen

Paris Normandie

4-6 minutes

Des parents d'élèves remontés le projet de fermeture d'une classe : c'est à Houppeville, à l'école maternelle Jean de la Fontaine. Les parents dénoncent une possible dégradation des conditions d'apprentissage.



Les parents d'élèves ont été invités à signer une pétition pour maintenir la classe dont la suppression a été projetée par le rectorat. - Photo DR APEH



Par la rédaction

Publié: 28 Avril 2026 à 09h09 Temps de lecture: 1 min

L'association des parents d'élèves de l'école maternelle Jean de la Fontaine de Houppeville se mobilise face à l'annonce d'une fermeture de classe à la prochaine rentrée scolaire, une fermeture annoncée par le rectorat. Les familles alertent sur les conséquences qu'aurait une telle

décision sur les conditions d'accueil et d'apprentissage des jeunes enfants.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

«Selon les effectifs prévisionnels annoncés pour l'an prochain, l'école devrait compter 26 enfants en petite section, 24 en moyenne section et 28 en grande section. Dans ce contexte, la suppression d'une classe entraînerait mécaniquement une hausse du nombre d'élèves par niveau, au détriment de l'accompagnement pédagogique, de la disponibilité des enseignants et du bien-être des enfants», détaille Pauline François, présidente de l'association des parents d'élèves de Houppesville.



Le député Gérard Leseul était présent le lundi 27 avril ainsi que la maire de Houppesville Monique Bourget tandis que les parents ont pu recueillir 255 signatures de soutien. - Photo DR APEH

L'APEH rappelle que l'école maternelle constitue une étape essentielle du parcours scolaire. Elle nécessite des effectifs permettant un encadrement attentif, sécurisé et adapté aux besoins des plus jeunes. Pour les parents, une fermeture de classe serait donc préjudiciable non seulement aux élèves, mais aussi aux familles et à l'équipe éducative.

Les parents d'élèves ont donc commencé de distribuer une pétition contre le projet de fermeture et envisagent un sitting dans la nuit du 4 au 5 mai. «. Si cela s'avère nécessaire, une journée dite "école morte" pourrait aussi être organisée au cours de la semaine du 11 mai 2026», prévient

l'APEH.

Le député Gérard Leseul était présent le lundi 27 avril ainsi que la maire de Houppeville Monique Bourget tandis que les parents ont pu recueillir 255 signatures de soutien.

Pour l'APEH, cette action ne vise pas les personnels de l'établissement, mais traduit une inquiétude partagée et une exigence simple : préserver des conditions d'accueil respectueuses des besoins des enfants.

Lire aussi



[Que va devenir la brasserie Union-B à Malaunay passé son sursis jusqu'en 2027 ?](#)



[Près de Rouen, le chantier de cette mairie suspendu après la découverte de nouveaux dégâts](#)



Le Havre. Le nouveau pôle croisière est entré en service

Célia Caradec

~2 minutes

[Le nouveau pôle croisières du Havre](#) est entré en fonction vendredi 10 avril, à l'occasion d'une escale de l'AIDA Sol. Six jours plus tard, jeudi 16 avril, le nouvel équipement accueillait sa première double escale. Conjointement au Nieuw Statendam et ses 2 300 passagers, en provenance de Portland, aux Etats-Unis, le terminal accueillait le Majestic Princess, avec 3 340 passagers à son bord, pour une escale inaugurale.

Un calendrier décalé

Pour l'heure, seuls les terminaux 2 et 3, sur la partie sud de la pointe de Floride, quai Pierre Callet et quai Joannès Couvert, sont en fonction. Les travaux se poursuivent au nord, quai Roger Meunier, où le futur terminal 1 sort de terre, en lieu et place des anciens hangars 1, 2 et 3. Le chantier accusant quelques mois de retard, la mise en service du T1, initialement prévue pour le printemps, est décalée à l'automne prochain.

En 2026, 140 escales de paquebots sont programmées au Havre. Le conflit au Moyen-Orient pourrait faire gonfler ce chiffre, certaines compagnies redéployant en Europe leur flotte qui navigue habituellement dans les Emirats.

Cette rénovation des terminaux de la pointe de Floride représente [un investissement de 100 millions d'euros](#), financés par l'Etat, la Région Normandie, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, Haropa et le Groupement d'intérêt public Le Havre Croisières.

A terme, Le Havre pourra accueillir jusqu'à 13 500 passagers par jour sur ses trois terminaux, [qui seront tous équipés d'un système de raccordement électrique à quai](#).

Logement des agents – Ressources humaines – ARS

Marie Malaterre

3-4 minutes

Par [Marie Malaterre](#) - 27 avril 2026 - 2 min de lecture



Face aux difficultés de recrutement et de fidélisation dans les zones tendues, le logement s'impose comme un levier RH incontournable.

L'agence nationale d'appui à la performance (Anap) dans le domaine sanitaire et médico-social publie à la demande du ministère chargé de la fonction publique [un guide pratique](#) qui donne aux directions d'établissements des outils concrets pour structurer une politique logement adaptée à leurs moyens et à leur territoire – **L'association des DRH des grandes collectivités organise le 5 juin prochain, à Marseille, une journée d'étude sur le thème de "La compétence au cœur de la transformation publique"**. Alors que les bouleversements démographiques, technologiques et environnementaux invitent à positionner la compétence comme levier majeur, celle-ci n'est pas suffisamment ancrée dans les stratégies RH des collectivités. Cette journée propose ainsi d'explorer la diversité des démarches compétences en croisant retours d'expériences et éclairages d'experts –

La société française de santé publique (SFSP) a publié une note sur le devenir des ARS et le pilotage des politiques de santé. Un texte qui, au-delà de rappeler les fondamentaux de santé publique et d'équité en santé, propose des pistes d'évolution de l'organisation et met en garde contre la tentation de bureaucratisation, par exemple en conditionnant des décisions de santé publique à des "tampons préfectoraux". Le document regroupe également l'ensemble des états financiers prévus par la loi organique relative aux lois de finances : bilan, compte de résultat et annexes.

Acheteur public : un métier en quête de professionnalisation comme de reconnaissance

Par Philippine Ramognino

11–13 minutes

La multiplication des objectifs assignés à la commande publique a entraîné une profonde mutation du métier d'acheteur. Auparavant simple rédacteur de marchés publics, il doit aujourd'hui être multicasquettes : à la fois commercial, en négociant les meilleures offres, juriste, en connaissant parfaitement les procédures pour éviter tout contentieux, économiste, en maîtrisant l'offre existante, sans compter les besoins de monter en expertise dans le domaine environnemental, entre autres.

Cela reflète l'un des enjeux centraux de la commande publique à l'heure où sa mobilisation monte en puissance : la professionnalisation du métier. *"Les acteurs de la commande publique n'ont pas tous les formations et le bagage à même de leur permettre d'aborder ces préoccupations"*, relate Arnaud Latrèche, vice-président de l'Association des acheteurs publics.

L'acheteur moderne doit en effet conjuguer une diversité d'expertises sectorielles, tout en pilotant la performance des marchés durant leur exécution. *"Certes, cela exige un large éventail de compétences, mais c'est ce qui fait le charme du métier"*, apprécie de son côté Olivier Fressinet, responsable achats et marchés en établissement public. *"Aujourd'hui, se retrouver au carrefour de nombreuses politiques publiques, c'est génialissime"*, abonde Yannick Tissier-Ferrer, directeur de la commande publique à la ville d'Antony. *Cela fait évoluer le sens de notre profession à travers des objectifs concrets, et crée un terrain plus motivant et valorisant que le simple respect de la règle."*

Une appropriation hétérogène

"C'est une transformation qui est en cours, et je la crois mobilisatrice pour les acheteurs et leurs services car le regard devient plus global : ils sont sollicités pour contribuer à différentes politiques", assure également le directeur des achats de l'État, François Adam. Il reconnaît toutefois que le changement ne va pas de soi, car les acteurs de l'achat n'ont pas tous été formés pour toucher autant de dimensions. Cette évolution *"suppose des*

choix d'affectation des moyens dans les recrutements, de la formation, et beaucoup d'efforts d'accompagnement", observe le DAE.

Lire aussi : [Commande publique : le Sénat alerte sur l'indispensable professionnalisation de la fonction achat](#)

Certes, les nouvelles missions qui ont été accolées à la commande publique ont fait monter l'écosystème en compétences. Mais de façon très hétérogène. Sans surprise, les administrations centrales ou les grandes collectivités comptent dans leurs équipes des profils affûtés. *"Mais dès que l'on descend à une maille plus petite, cela devient compliqué,* partage le sénateur socialiste Simon Uzenat. *Pour des communes en dessous de 5 000 habitants, je ne vous raconte même pas."* Lors de sa commission d'enquête, le sénateur a reçu nombre de témoignages d'élus qui avaient seulement un ou une secrétaire de mairie, forcément loin d'être expert du sujet.

Turn-over important

L'inflation des compétences requises est indissociable du problème d'attractivité que rencontre le secteur, car la montée en gamme des exigences induit une difficulté croissante à attirer ces profils rares. *"Parfois, les collectivités n'ont pas les moyens ou ne veulent pas recruter d'acheteurs,* souligne Arnaud Latrèche. *On veut le mouton à 5 pattes sans forcément rémunérer les profils de cette qualité."* Le secteur public se trouve notamment concurrencé par le privé, du fait de grilles de rémunérations moins attractives.

Le même schéma se répète souvent. Les administrations séduisent de jeunes diplômés, motivés par le défi de lancer des projets, mais ils ne s'éternisent pas. *"Au bout de deux ou trois ans, lorsqu'ils ont fait leur expérience, ils s'en vont et cela pose des questions de turn-over",* explique Catherine Gauvrit, directrice des achats et marchés publics à l'établissement public de santé Barthélemy Durand, à Étampes. Même constat chez Pierre Villeneuve, ancien directeur de la commande publique, qui partage son expérience au sein de l'État : *"On peinait à recruter, et les salaires étaient dans une fourchette moyennement élevée. Les agents finissaient rapidement par partir car ils trouvaient mieux ailleurs."*

Concurrence accrue

Le directeur des achats de l'État, François Adam, tempère ces considérations, et voit plutôt d'un bon œil ces courts passages par l'achat public. *"Il y a un enjeu de continuer à attirer des fonctionnaires, notamment de catégorie A, sur des fonctions d'achat, même pour quelques années."* C'est d'ailleurs ce que tente de faire la DAE : recruter régulièrement dans les corps administratifs de catégorie A ou

équivalents, par exemple à la sortie des IRA. *“Il n’est pas nécessaire de viser systématiquement des parcours longs, poursuit François Adam. Il est cohérent que des agents issus de corps généralistes occupent différents types de fonctions au cours de leur carrière, dont l’achat, au même titre que les fonctions financière ou juridique.”*

Mais là encore, plus facile à dire qu’à faire côté collectivités. *“Certaines font des efforts, mais cela a un coût que les contraintes budgétaires ne permettent pas toujours d’assumer”,* partage Nicolas Cros, directeur “achat et commande publique” à Bordeaux métropole. Le professionnel se retrouve par exemple en concurrence avec la région Nouvelle-Aquitaine, qui recrute des catégories A, tandis que sa collectivité ouvre seulement des postes d’acheteurs de catégorie B. Une difficulté partagée par Franck Guyot, coordinateur régional “achats” de l’Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d’Azur, qui témoigne : *“Désormais, il existe une concurrence entre les différentes fonctions publiques sur ces postes d’acheteurs.”*

Lire aussi : [Avec la multiplication des objectifs assignés à la commande publique, les acteurs peinent à suivre](#)

Revaloriser le statut

Dès lors, comment résoudre cette équation qui semble insoluble ? Pour Victoria Audias, ancienne référente achat public au niveau départemental et aujourd’hui en syndicat mixte, il faudrait probablement finir par restructurer les services. L’une de ses hypothèses : si l’intelligence artificielle finit par faire ses preuves, ce pourrait être l’occasion de réfléchir à déléguer l’exécution et la rédaction des marchés. Et donc de distinguer les profils exécutants des profils “stratégiques”. Car, de l’aveu de l’experte, *“quand vous avez fait 15 DCE [dossier de consultation des entreprises, ndlr] en fournitures, 15 en travaux et 15 en propriété intellectuelle, vous avez fait le tour.”*

Pour retenir les experts et réduire le *turn-over*, une solution serait d’offrir davantage de responsabilités aux acheteurs publics, et de leur permettre de traiter des questions stratégiques, souvent confiées à la direction. *“Beaucoup d’agents de catégorie A employés ont très peu de liberté : ils doivent faire valider le moindre courrier de négociation, la moindre question à poser lors du sourcing”,* ajoute Victoria Audias.

Professionaliser la fonction achat ne passerait donc pas seulement par la formation, mais aussi par la revalorisation du métier. *“Ce sont parfois des agents de catégorie B ou des contractuels pour lesquels la reconnaissance n’est pas toujours à la hauteur de leur investissement”,* observe ainsi Pierre Villeneuve. L’évolution passerait dès lors, pour le professionnel, non seulement par une reconnaissance salariale, mais surtout par la possibilité de faire carrière. Car si fidéliser les agents est un

enjeu majeur, selon l'expert, *"l'évolution professionnelle reste souvent limitée"* dans ce secteur.

"Vendre" la fonction

Pour Pierre Villeneuve, il y a également un changement culturel à engager. *"Les acheteurs publics sont souvent vus comme ceux qui vont vous empêcher"*, regrette-t-il, en faisant référence à leur rôle de garant juridique. Athoumani Yhoulam partage l'expérience de son entrée en collectivité. *"On me disait que le juriste était seulement utile à l'enregistrement des marchés, relate-t-il. Je ne partageais pas cette vision : il apporte également sa stratégie. Et c'est cette posture qui va permettre de professionnaliser le métier."* Or, pour le moment, la fonction *"demeure peu reconnue"*, regrette le responsable de la commande publique à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Comme lui, beaucoup partagent la nécessité de rendre le métier davantage visible auprès des directions opérationnelles, notamment pour mieux collaborer.

À la direction des achats de l'État, la valorisation de la fonction passe justement par la contribution aux politiques publiques. *"La reconnaissance – qui va au-delà de la rémunération – constitue un enjeu majeur. Notre ambition reste de mettre en lumière les accomplissements des politiques d'achat"*, assure François Adam.

"Un levier qui reste peu développé est d'aller « vendre » la fonction, abonde Catherine Gauvrit. *Il y a vingt ans, on ne m'avait jamais présenté les métiers de l'ombre du public."* Les métiers dits "de logistique" ou administratifs sont en effet peu mis en valeur sur les salons du service public, par exemple. Une prise en compte des besoins semble tout de même émerger, à travers la montée en gamme de la formation initiale au sein du monde universitaire. De nouveaux masters spécialisés se créent, participant à la professionnalisation de la filière.

Changer de regard

Mais cette prise de conscience n'a pas encore infusé dans l'ensemble de la sphère publique. *"Je milite pour changer l'image de la commande publique, pour avoir une approche opérationnelle et pas seulement juridique,* partage Nicolas Cros. *Si évolution culturelle il doit y avoir, c'est vraiment celle-ci."* Le professionnel plaide pour que la fonction soit vue telle qu'elle devrait l'être : un appui pour acheter de manière plus efficace.

L'un des enjeux majeurs de la professionnalisation de la fonction achat serait finalement de reconnaître sa dimension stratégique pour l'ensemble de l'action publique. Selon Arnaud Latrèche, dans les collectivités de manière générale, l'achat public n'est pas encore suffisamment piloté. *"Le « warning » ne s'allume pas : elles pilotent leur masse salariale, mais pas le volume achat qui, parfois, est supérieur,*

regrette le professionnel. *Ce n'est pas encore complètement rentré dans les logiciels de gouvernance.*” Le vice-président de l'Association des acheteurs publics entrevoit tout de même un potentiel changement de posture, au vu des difficultés financières rencontrées par les collectivités.

“Oui, un recrutement représente un coût. Mais, derrière, il pourra faire gagner en performance économique et technologique : le temps est largement rentabilisé”, estime ainsi Catherine Gauvrit. Professionnaliser la fonction nécessite donc de changer de regard sur celle-ci : l'acheteur public ne doit plus être perçu comme un rédacteur de marchés, mais comme un vecteur de solutions. *“Les métiers de l'achat sont nécessaires aux établissements pour faire des économies, structurer les démarches et les process, or, finalement, on les valorise peu”*, regrette également Olivier Fressinet. À l'heure de la crise des finances publiques, il s'agirait donc de changer de paradigme. La période, finalement, pourrait être l'occasion d'enfin valoriser ce métier clé et de ne plus voir la fonction achat comme un coût, mais comme une opportunité.

Avec la multiplication des objectifs assignés à la commande publique, les acteurs peinent à suivre

Par *Philippine Ramognino*

11–13 minutes

“La difficulté, dans les marchés publics, est que le lundi, on nous demande d’acheter du local, le mardi du social, le mercredi de l’environnement, le jeudi de la PME et le vendredi de la souveraineté.”

Cette réalité, Baptiste Vassor, administrateur de l’Association pour l’achat dans les services publics (APASP), l’a souvent entendue formulée par son ancien supérieur. Et pour cause : les objectifs assignés à la commande publique se sont multipliés ces dernières années.

Le constat fait consensus : représentant au moins 10 % du PIB, la commande publique est un levier sans commune mesure pour accélérer certaines politiques publiques. Le législateur s’en est saisi, et la commande publique est constamment mobilisée lorsque l’État se fixe de nouveaux objectifs. Une évolution louable : qui ne voudrait pas que les deniers publics soient utilisés pour stimuler l’économie, favoriser l’insertion professionnelle ou accélérer la transition écologique ?

Lire aussi : [Commande publique : les acheteurs alertent sur la multiplication des objectifs stratégiques](#)

À l’origine, la commande publique avait une mission relativement simple : acheter des biens et services au meilleur prix, en respectant des règles strictes de transparence, d’égalité de traitement et de liberté d’accès. Or, aujourd’hui, la mission d’un acheteur public dépasse bien largement la seule sécurisation des marchés. La commande publique n’est plus seulement abordée sous le prisme procédurier visant à répondre à un besoin : elle est désormais perçue comme une opportunité.

Sur le papier, et de l’avis de l’ensemble des acteurs interrogés dans le cadre de ce dossier, faire de la commande publique un levier au profit des politiques publiques est non seulement souhaitable, mais nécessaire. Une question se pose néanmoins : une fois les politiques établies au niveau national, l’écosystème est-il en mesure de les mettre en œuvre ? La commande publique a-t-elle les moyens de ses ambitions ? *Acteurs publics* a souhaité enquêter, et savoir comment ces multiples directives

sont vécues par les premiers concernés : les acheteurs publics.

Des professionnels volontaires

“Il existe une vraie envie d’avancer sur le terrain, un réel dynamisme”, partage Catherine Gauvrit, directrice des achats et marchés publics à l’établissement public de santé Barthélemy Durand, à Étampes. *Mais on est tous confrontés à la problématique des moyens financiers et des ressources pour pouvoir répondre à l’envergure des enjeux qui nous sont demandés.”*

“Faire de la commande publique non plus une simple matière juridique mais un outil d’action publique, tout le monde l’appelle de ses vœux, abonde Nicolas Cros, directeur « achat et commande publique » à Bordeaux Métropole. *La difficulté réside dans l’évolution perpétuelle de la réglementation.”* Au fil des années, il a ainsi été demandé aux acheteurs publics de multiplier les critères et clauses à insérer dans leur marché : sociaux, environnementaux, recherche d’innovation... Autant d’enjeux à maîtriser. *“J’ai l’impression que l’acheteur est devenu « l’homme à tout faire » sur une diversité de sujets”,* poursuit Nicolas Cros.

En même temps que les objectifs à atteindre se multiplient, la réglementation évolue en continu, imposant à la fois contraintes et nouvelles pratiques à assimiler. *“L’effervescence réglementaire combinée à une multiplication d’objectifs fait qu’aujourd’hui, je ne sais pas comment se débrouillent les petits acheteurs qui n’ont pas de moyens humains dédiés”,* résume Nicolas Cros.

Lire aussi : [Commande publique : un chantier s’impose pour identifier les normes à supprimer](#)

C’est bien là le problème, qui revient chez nombre de praticiens : les nouvelles contraintes s’appliquent à tous les acheteurs de manière indifférenciée. *“Lorsque l’on parle de commande publique, on a l’impression que c’est une sorte d’unité maîtrisable et idéale, or il existe énormément d’entités,* partage ainsi Arnaud Latrèche, vice-président de l’Association des acheteurs publics. *Que tous les acheteurs publics aillent dans le même sens et au même moment est un peu utopique.”*

Car, comme le rappelle Arnaud Latrèche, les acheteurs publics sont aussi bien la direction générale de l’armement qu’une petite commune rurale de 200 habitants. Docteur en droit public et responsable de la commande publique à la communauté d’agglomération de l’Auxerrois, Athoumani Yhoulam illustre cette réalité : s’il s’aligne sur le principe avec les objectifs environnementaux, il considère ne pas avoir les moyens, aujourd’hui, de les déployer. *“Ma collectivité ne s’est même pas encore dotée d’une charte environnementale, et n’est pas la seule, relate-t-il. On ne sait pas comment on va pouvoir intégrer les clauses de manière automatique [une*

obligation qui sera effective à partir d'août 2026, ndlr], *car tous les marchés ne se ressemblent pas.*"

Ne pas “déséquilibrer la barque”

Pilote du fameux rapport du Sénat sur la commande publique, Simon Uzenat partage la nécessité de valoriser chaque euro investi au profit des objectifs nationaux. En revanche, le sénateur socialiste convient qu'il est nécessaire de *“ne pas déséquilibrer la barque entre les objectifs que nous pouvons assigner aux acheteurs et les moyens dont ils disposent effectivement”*.

Car la bonne volonté ne suffit pas toujours à pallier les besoins financiers et humains pour faire face à tous ces nouveaux enjeux. Si les grands opérateurs comme les ministères ou les métropoles peuvent s'offrir le luxe de structurer une fonction achat et d'avoir un important service juridique, c'est loin d'être le cas des 130 000 entités adjudicatrices du territoire. Simon Uzenat prend l'exemple du secteur hospitalier : *“Les acheteurs nous disent être pleins de bonne volonté, mais ils n'arrivent déjà pas à payer les fournisseurs dans le délai imparti.”* Au vu de leurs contraintes budgétaires, certains ont témoigné devant la commission d'enquête devoir décaler ces paiements pour être en mesure de verser les salaires.

“On fait peser sur la commande publique, et donc sur les acheteurs, des obligations qui sont des politiques publiques à part entière », considère Pierre Villeneuve, docteur en droit public et ancien directeur de la commande publique et des achats interministériels à la PRFA Bretagne. Selon l'expert, la multiplication des objectifs qui lui sont assignés fait que la commande publique est à la fois très vertueuse, mais coûteuse à construire. Face à ce manque de moyens, une solution apparaît : la mutualisation.

“Chaque fois qu'il y a des objectifs environnementaux ou sociaux, on pense d'abord à la commande publique, et moins aux autres politiques publiques comme les subventions”, poursuit Pierre Villeneuve. L'expert, entendu lors de la commission d'enquête du Sénat, avait alors avancé que *“la meilleure réforme que l'on pourrait avoir, ce serait aucun nouveau texte durant dix-huit mois”*. Son mantra : stabiliser le droit et faire confiance aux acheteurs.

Un écosystème en constante évolution

“Je pense que ce dont on aurait besoin, mais qui est très compliqué avec l'initiative démocratique parlementaire, est une pause dans la législation”, abonde Arnaud Latrèche. Dans son viseur : la multiplication des lois sectorielles, qui imposent et vont imposer de nouvelles contraintes sur plusieurs années.

Car, finalement, toutes ces nouvelles directives entraînent un manque de lisibilité du droit applicable. *“Les praticiens peinent à suivre le rythme de l’inflation législative. À peine un texte est-il assimilé qu’un nouveau est déjà publié”*, résume Arnaud Latrèche. *“Les différents objectifs sont louables, mais il faut déjà qu’ils soient connus des acheteurs, digérés – car complexes – avant d’être mis en œuvre”*, abonde Baptiste Vassor.

C’était l’une des conclusions du rapport du Sénat : l’État comme le Parlement fixent des objectifs, des calendriers, sans toujours s’assurer qu’ils soient soutenables au regard des capacités des acteurs. *“Lorsque dans le même temps, l’État impose des règles supplémentaires et réduit les moyens, la distorsion est majeure”*, regrette Simon Uzenat. Les rapporteurs pointaient ainsi un manque de pilotage au niveau national.

Et la réalité des chiffres tend à leur donner raison. Que ce soit pour la loi Agec, la loi Egalim, ou l’avancée des clauses environnementales, le compte n’y est pas. *“Les premiers recensements montrent que tous les acheteurs publics ne se sont pas emparés des préoccupations de développement durable”*, résume Arnaud Latrèche. *“Teinter un achat public de considérations environnementales et sociales nécessite de mobiliser des expertises dont toutes les collectivités ne sont pas dotées.”*

Injonctions contradictoires ?

Et à multiplier les objectifs, le risque est de mener à des réglementations cosmétiques, voire parfois discordantes selon certains. *“Les injonctions contradictoires sont le quotidien des marchés publics”*, partage ainsi Baptiste Vassor. De manière caricaturale, un élu va souhaiter accéder à des biens bon marché, en faisant travailler une PME du coin, avec si possible une clause sociale et des conditions d’exécution du marché vertueuses pour l’environnement. *“À de rares exceptions près, ce produit n’existe pas”*, observe Baptiste Vassor. Pour nombre de catégories d’achat, il s’avère en effet compliqué de cocher toutes ces cases.

Pierre Villeneuve revient notamment sur l’émergence de l’enjeu de verdissement imposé aux acheteurs publics il y a quelques années. Il a alors fallu acheter des véhicules électriques, mais ils n’étaient pas fabriqués en France. Même chose pour les panneaux photovoltaïques. *“Certes, on allait faire des économies d’énergie, mais le coût carbone était catastrophique”*, partage l’expert. Bilan : superposer les objectifs mènerait parfois à leur sédimentation.

Lire aussi : [Les enjeux de souveraineté commencent à infuser dans la commande publique](#)

De l’avis de Baptiste Vassor, la multiplication des clauses et critères imposés résulterait du fait que, durant des années, les pouvoirs publics n’avaient tout simplement pas de stratégie achat. *“C’était souvent au bon*

vouloir des élus, de l'opportunisme en fonction des fournisseurs locaux, des capacités internes d'innover, des budgets...” observe l'expert. C'est pourquoi, malgré la complexité des normes, imposer permet de généraliser, et même si les objectifs ne sont pas tout de suite atteints, de lancer un mouvement.

L'expert préconise donc en priorité l'élaboration d'une stratégie achat, qui modulerait les objectifs selon les marchés concernés. Une approche dans laquelle le schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) peut constituer un outil pertinent. *“Il oblige à mener une réflexion et à définir des objectifs adaptés à chaque marché”*, estime Baptiste Vassor. D'autant que cela conditionne l'efficacité de l'achat comme instrument de politique publique : sans une réflexion stratégique, il ne s'agira en effet que de cocher des cases réglementaires supplémentaires. Une telle transformation suppose de réviser les contrats existants, de cartographier les marchés, d'imaginer de nouvelles pratiques... Autant de tâches qui requièrent des équipes dotées de profils expérimentés. Or la professionnalisation de la fonction achat demeure encore à ses prémices.